



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Collectivités territoriales

- Les pouvoirs de police du maire désormais étendus dans cette commune de Seine-Maritime - 76actu
- La métropole de Rouen va engager 1,5 million d'euros pour construire des logements aux gens du voyage - PN
- Goderville. Déchetterie : une remise aux normes urgente - LCC
- Agressions sexuelles à Rouen : une cellule psychologique mise en place pour tenter de répondre à la crainte des parents – ICI
- Violences sexuelles : la Ville de Rouen lance ce vendredi un audit dans la crèche et l'école concernées – ICI
- Enquête pour agressions sexuelles dans une crèche de Rouen : ce que le maire a dit aux parents – F3

Services de l'État

- Rixe au Carré à Eu : la discothèque fermée par la préfecture pendant quinze jours – PN

Sécurité

- Suspicion de marnière dans ce village près de Rouen : un vide de plus de 20 mètres découvert sous terre - 76actu
- En Seine-Maritime, un ingénieur voulait faire passer onze migrants au Royaume-Uni sur un voilier trop petit
- À Rouen, plus de 800 personnes sensibilisées aux dangers du protoxyde d'azote au volant – InfoNormandie
- Rouen. Une vaste opération menée pour sensibiliser aux risques du protoxyde d'azote – Tendance Ouest
- Rouen. Protoxyde d'azote au volant : une opération menée pour sensibiliser les usagers de la route – LCC
- Au port du Havre, la police fait une étonnante découverte : une grosse quantité de drogues saisie
- Le Havre. 1,2 tonne de cannabis dans un conteneur sorti du port : un trafic de drogue mis au jour – Tendance Ouest
- Plus d'une tonne de cannabis saisie dans un conteneur parti du port du Havre, sept personnes mises en examen – ICI
- 1,2 tonne de drogue saisie dans un conteneur de vêtements arrivé au port du Havre : sept personnes interpellées – F3
- Port du Havre. Plus d'1,2 tonne de cannabis cachée dans des cartons de vêtements : la spectaculaire saisie des enquêteurs – LCC
- À Rouen, ils sautent dans la Seine depuis le pont Flaubert après la victoire du PSG - PN
- Violences, dégradations... À Rouen et au Havre, la victoire du PSG a fait dégénérer la soirée : « Ça a été chaud ! »

- Seine-Maritime. Des débordements à Rouen, Le Havre et Elbeuf après la victoire du PSG en Ligue des champions – Tendance Ouest
- Voitures brûlées, interpellations : incidents en Seine-Maritime et dans l'Eure après la finale de la Ligue des champions – ICI
- 15 interpellations, 11 gardes à vue... Nuit agitée en Seine-Maritime après la victoire du PSG en Ligue des champions – France info
- Seine-Maritime. Une nuit agitée dans le département après la victoire du PSG en Ligue des champions - LCC
- En Seine-Maritime, 15 interpellations, tirs de mortier et policiers blessés après la victoire du PSG - PN
- Procès Lafarge : un recours déposé contre l'arrêté autorisant le survol de drones dans le centre-ville de Rouen – ICI
- Criqueville-l'Esneval. Opération de gendarmerie au collège : un couteau retrouvé - LCC

Social et société

- L'entretien des écoles publiques au Havre pose question- ICI
- Au Petit-Quevilly, ces médiateurs veillent le soir sur les quartiers prioritaires : « on n'est pas la police » - PN
- « Un peu comme une béquille » : une nouvelle pension de famille ouvre à Rouen pour les personnes vulnérables – Paris Normandie
- Ces professionnels de santé touchent un salaire fixé 50 € en dessous du SMIC en Seine-Maritime - 76actu

Logements

- PHOTOS. Serre sur le toit, logements sociaux avec vue sur mer : une étonnante résidence ouvre en Seine-Maritime – Les informations dieppoises

Santé

- Santé. Dengue, chikungunya... Pourquoi 2026 s'annonce à haut risque - LCC
- Don du sang : les réserves sous tension, l'EFS multiplie les rendez-vous en Normandie - Infonormandie

Travaux et aménagements

- Voici les travaux prévus en juin à Dieppe qui peuvent modifier la circulation – 76actu
- Huit semaines de travaux, six lignes de bus déviées... Le funiculaire du Havre va fermer cet été : ce qu'il faut savoir - 76actu

Environnement

- Seine-Maritime. Les chenilles processionnaires sont de retour : "C'est ce qui fait qu'en ce moment beaucoup de gens se grattent sans raison" – Tendance Ouest
- VIDÉO - Des faons sauvés grâce à des drones lors de la saison de fauche – ICI
- Et si stériliser les œufs de goélands était une fausse bonne idée ? - 76actu

Municipales 2026

- Coup de théâtre dans cette commune de Seine-Maritime, les habitants vont être appelés à revoter au mois de juin – Le réveil
- Municipales 2026 : l'élection du maire "Les Patriotes" d'Harfleur annulée après le recours du candidat communiste – ICI
- Coup de théâtre : le tribunal administratif annule l'élection municipale à Harfleur – F3
- Municipales 2026 à Harfleur : l'élection du maire d'extrême droite Tony Leprêtre annulée- Le Parisien
- Harfleur. Coup de théâtre : l'élection municipale annulée par la justice – LCC
- Après l'annulation de l'élection municipale d'Harfleur, le maire décide de faire appel – PN
- À Harfleur, l'élection du maire Les Patriotes Tony Leprêtre annulée par le tribunal administratif – PN
- Élection municipale annulée, maire qui fait appel... À Harfleur, la commune plus divisée que jamais – PN
- Coup de théâtre à Harfleur ! Les élections municipales sont finalement annulées : le maire va faire appel – 76actu

Culture / Patrimoine

- Prêt de la tapisserie de Bayeux décidé par Emmanuel Macron : le Conseil d'État se penche sur le domaine réservé du Président de la République - Figaro

Les pouvoirs de police du maire désormais étendus dans cette commune de Seine-Maritime

Rédaction Neufchâtel-en-Bray

4-5 minutes

Une convention a été signée pour étendre les pouvoirs de police du maire des Grandes-Ventes, jeudi 28 mai. Le but : agir plus rapidement face aux actes de délinquance.

Sur le même thème

[Justice](#)

[Nicolas Bertrand](#)

[Pays de Bray](#)



Grâce à cette convention, les pouvoirs supplémentaires du maire des Grandes-Ventes sont désormais actés. ©Le Réveil de Neufchâtel

Par [Rédaction Neufchâtel-en-Bray](#) Publié le 30 mai 2026 à 7h58

Après avoir constaté de nombreuses incivilités survenues durant [le week-end du 25-26 avril](#), le maire des Grandes-Ventes (**Seine-Maritime**), Nicolas Bertrand a décidé de réagir. Il a proposé au conseil municipal de conclure une convention avec la **procureure à la tête du parquet de Dieppe**.

Étendre les pouvoirs de police du maire

Cette convention vise à étendre les pouvoirs de police du maire afin de **réduire les délais de réponse aux actes de délinquance** constatés dans la commune. Un édile qui a rappelé que « le maire et ses adjoints ont le statut d'Officier de police judiciaire et que le maire se doit de prendre ses responsabilités dans l'intérêt des administrés ».

Il a également insisté sur la nécessité de « saisir l'opportunité de permettre aux élus de travailler avec la police municipale, la gendarmerie et les services de la justice, dans le respect de la séparation des pouvoirs, afin de soulager les uns et les autres, en signant cette convention ». Ce dispositif pourrait, à terme, être élargi aux 343 communes de l'arrondissement de Dieppe.

Le jeudi 28 mai, une **convention de transaction municipale** a été signée entre Marion Meunier, procureure de la République du tribunal judiciaire de Dieppe, Nicolas Bertrand, maire des [Grandes-Ventes](#), et [Vincent Tourmente](#), responsable du service de police municipale. Cette signature s'est déroulée en présence de Paul Baylac-Choulet, commandant de la compagnie de gendarmerie de Neufchâtel-en-Bray.

Mise en œuvre des rappels à l'ordre

Dans le cadre de cette convention, le maire dispose désormais de l'autorité nécessaire pour intervenir dans des cas **de dégradations, de tapages nocturnes ou de conflits de voisinage** en procédant à un rappel à l'ordre. Nicolas Bertrand toutefois a tenu à préciser une chose :

Vidéos : en ce moment sur Actu

Le maire ne fait pas la loi. Il transmet au procureur pour d'éventuelles suites à apporter. Cette convention doit permettre d'éviter une judiciarisation trop rapide.

Le rappel à l'ordre permet notamment de proposer au contrevenant l'exécution d'un travail non rémunéré, d'une durée maximale de 30h, ainsi que le paiement éventuel d'une réparation. Le contrevenant doit alors signer un engagement écrit dans lequel il accepte les termes de la transaction. En cas de non-respect de cet engagement, le dossier est transmis au procureur, qui décidera des suites judiciaires à donner.

En cas de **dépôt d'ordures** en dehors des conteneurs prévus, une **amende de 5^e classe** peut être infligée par les services de police. Le maire peut également initier une procédure de transaction municipale, demandant alors au contrevenant de rembourser les coûts supportés par la commune, sur la base d'un devis. Cette démarche est ensuite transmise au procureur.

Le maire des Grandes-Ventes espère que cette convention permettra de résoudre plus rapidement les infractions commises sur le territoire communal tout en agissant de manière dissuasive.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

La métropole de Rouen va engager 1,5 million d'euros pour construire des logements aux gens du voyage

Robin Rioult

5-6 minutes

Six terrains familiaux locatifs, comprenant petites maisons et emplacements pour caravanes, seront prochainement créés au Mesnil-Esnard, afin d'accompagner la sédentarisation de familles volontaires.



Vingt maisonnettes similaires avaient été construite à cent mètre du Zénith à Petit-Couronne. - Collage photos Métropole Rouen Normandie et Paris Normandie



Par Robin Rioult

Publié: 30 Mai 2026 à 07h05 Temps de lecture: 1 min

L'appel d'offre a été lancé le 7 mai 2026 ! [Dans le cadre d'un plan départemental dédié](#), la Métropole de Rouen met en place un nouveau dispositif pour aider des familles volontaires, issue de la communauté des gens du voyage, à prendre attache dans un lotissement dédié au Mesnil-Esnard. Le coût ? Environ 1,5 million d'euros.

Si beaucoup de nomades circulent et travaillent un peu partout en France, certaines familles sont, de fait, devenues des habitants de l'agglomération. *« Elles tournent, mais toujours dans les environs, résume le conseiller métropolitain Nicolas Amice. Ce dispositif va leur permettre de se pauser, d'éviter de rouler inutilement et commencer, peut être, un processus de sédentarisation. »*

Un espace de vie et des places de parking

Cette étape intermédiaire sera construite au 10, route de Darnétal comme le confirme [un récent arrêté préfectoral](#). Que trouvera t'on sur place ? Six terrains familiaux locatifs. Soit trois petites maisons, contenant une cuisine, une salle d'eau et un séjour. *« C'est similaire, en plus petit, à [ce qui avait été fait non loin du Zénith](#) »*, précise l'élus.

Chacun de ses bâtiment sera entouré par deux places de parking fait pour accueillir une caravane ou un camping-car. *« L'idée, c'est que les familles continuent de dormir chez elles, c'est à dire dans les véhicules, mais puissent bénéficier d'un espace de vie plus étendu »*, souligne Nicolas Amice. Le tout pour un loyer d'environ 150 euros, sans compter les charges.

Un terrain « bien placé et dans les règles »

Jean Marc Vennin, le maire du Mesnil-Esnard, est bien au courant du

projet. Il aborde cette thématique depuis la fin d'année 2018. *« Dès le début de la mise en place du plan départemental, on a été contacté par la Métropole pour savoir si nous avions des terrains disponibles. On en avait effectivement un qui était bien placé et dans les règles. »*



Ces logements familiaux seront construits au 10, route de Darnétal.
- PND

Autre avantage pour la municipalité face à ce format *« semi-sédentaire »*, *« on a cédé le terrain à la Métropole, mais c'est elle qui aménage et elle qui gère le dispositif »* souligne le maire. Reste à attendre la fin de l'appel d'offre et le début des travaux, dans quelques mois au maximum.

Lire aussi





[Au Petit-Quevilly, ces médiateurs veillent le soir sur les quartiers prioritaires : « on n'est pas la police »](#)



[La Métropole Rouen Normandie « continue sa mise au vert » : 14 camions électriques désormais déployés](#)





[Rugby – Élite 2 féminine : les Valkyries surclassent la Section Paloise et filent en finale !](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Mesnil-Esnard \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Au Petit-Quevilly, ces médiateurs veillent le soir sur les quartiers prioritaires : « on n'est pas la police »](#)





[La Métropole Rouen Normandie « continue sa mise au vert » : 14 camions électriques désormais déployés](#)



[32 pompiers mobilisés à Bois-d'Ennebourg, près de Rouen, pour éteindre l'incendie d'une maison](#)



[Rugby – Élite 2 féminine : les Valkyries surclassent la Section Paloise et filent en finale !](#)



[Café, fluffy pancakes et toutou bar : Kumi baigne Rouen dans la culture coffee shop de Corée du Sud](#)



[« On en profite enfin ! » : après onze ans de fermeture, cette église de Rouen retrouve ses visiteurs](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Goderville. Déchetterie : une remise aux normes urgente

Charles Turcant

3-4 minutes

C'est un sujet vieux de plus de dix ans qui va avancer significativement. La déchetterie de Goderville doit connaître une remise aux normes, sollicitée par la DREAL (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) depuis une première visite en 2014. Un rappel a été effectué en 2024. *"Les travaux doivent être finis avant la fin de l'année civile"*, a rappelé la présidente Pascale Dhervillez aux élus de Campagne de Caux, lors du conseil du 26 mai, à la salle de la Ficelle.

Reprise de la voirie également

Les services de l'Etat demandent en particulier que la déchetterie ait la capacité de récupérer les eaux d'incendie, *"ce qui n'est pas le cas actuellement"*, observe Hervé Niepceron, vice-président en charge des déchets. Une zone de rétention dédiée va être aménagée. Succinctement, un bassin va être créé côté tout-venant et un autre modifié côté déchets verts. D'ici décembre, il faut lancer un appel d'offres, trouver les entreprises et faire les travaux. Toutefois, ce dossier prioritaire de remise aux normes de la déchetterie est étudié *"depuis plusieurs mois"* par les élus du bureau communautaire, conscients de l'urgence : Pascale Dhervillez, Frédéric Carlière (premier vice-président et maire de Goderville), Corinne Brulin (vice-présidente en charge des finances)

et Hervé Niepceron en tête.

Un nouveau packmat arrive

Une réunion avec les services de l'Etat a eu lieu récemment et rajouté du travail. *"Au début, on ciblait la question des bassins. Rapidement, celle de la voirie, très endommagée, s'est greffée",* expose la présidente. D'autant que Campagne de Caux a acquis un nouveau packmat (un engin spécifique à 180 000€), attendu courant juin : *"Pour l'utiliser, il faut la voirie soit impeccable."* Hervé Niepceron abonde : *"C'est pour cela qu'on doit rajouter des dépenses à ce qui était chiffré initialement. Il y a des choses qui n'ont pas été menées avant et tout doit être réalisé en simultané : le changement de packmat, les deux bassins, le sol..."* Le budget annexe "collecte et traitement des déchets" étant en suréquilibre de recettes, il peut être procédé à une hausse des dépenses ; rééquilibrant ainsi ce budget sans le perturber. La mise aux normes de la déchetterie est estimée *"entre 100 000 et 150 000€, en plus du packmat"*.

A l'occasion du conseil communautaire du 26 mai, où l'un des employés était présent, Frédéric Carlière a tenu à remercier les services techniques qui ont œuvré pour amorcer la remise en état du béton au sol : *"Les employés de la déchetterie et des services techniques ont effectué un super travail, alors qu'il faisait très chaud !"* L'ensemble des élus les ont applaudis. *"Les agents sont capables d'avoir une vraie valeur ajoutée qui mérite d'être saluée",* acquiesce Antonio Quesada, maire de Saint-Maclou-la-Brière.

Agressions sexuelles à Rouen : une cellule psychologique mise en place pour tenter de répondre à la crainte des parents

Manon Lombart-Brunel

4-5 minutes

Publié le lundi 1 juin 2026 à 3:00

Plus d'une semaine après la révélation d'accusations d'agressions sexuelles contre trois agents de la ville de Rouen au sein de la crèche Pierre de Lune et de l'école du Hameau des brouettes, la mairie met en place, à partir de ce lundi, une cellule psychologique. ICI Normandie fait le point.

L'inquiétude est toujours vive pour les parents rouennais de la crèche Pierre de Lune et de l'école du Hameau des Brouettes. Plus d'une semaine après l'annonce de l'ouverture d'une enquête pour agressions sexuelles concernant trois agents de la ville de Rouen, la mairie a décidé la mise en place **d'une série de mesures pour tenter de répondre à la colère.**

Ce vendredi 29 mai, Elizabeth Labaye, adjointe en charge des écoles et de l'enfance, à la mairie de Rouen, [a annoncé sur ICI Normandie](#) que l'audit évoqué samedi 23 mai allait être lancé dans l'après-midi. Cet audit, découpé en plusieurs phases, doit selon elle permettre de faire la lumière sur les éventuels dysfonctionnements au sein des deux établissements en se penchant notamment sur *"l'organisation du travail, des postes de travail, de l'organisation spatiale, où est-ce qu'il peut y avoir des endroits ou des moments plus sensibles que d'autres afin d'y remédier"*, précise l'élue.

Au-delà de l'audit, un accompagnement psychologique des parents est également mis en place. À partir de ce lundi 1^{er} juin 2026, une cellule psychologique à destination des parents sera déployée en partenariat avec la cellule d'urgence médico-psychologique du centre hospitalier du Rouvray par **voie téléphonique au 02 32 95 11 13.**

Cette ligne est ouverte du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30 pour l'instant jusqu'au vendredi 5 juin. Par ailleurs, un échange entre l'équipe et les parents des enfants de la section de la crèche encadrée par les deux agents mis en cause doit être organisé dans l'après-midi en présence du centre d'accueil spécialisé pour les agressions, le Casa, spécialisé dans le recueil de la parole des mineurs. Un dispositif d'accompagnement psychologique des personnels de la crèche est également mis en place.

Enfin, **une adresse e-mail (ecouteenfance@rouen.fr)** est d'ores et déjà opérationnelle pour recueillir les questions et les signalements éventuels des familles.

- [Crèche \(enfants\)](#)
- [École](#)
- [Agression sexuelle](#)
- [Enquêtes – Investigation](#)

Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces affaires disent de notre société.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- Un collégien scolarisé en troisième au collège Bobée d'Yvetot est décédé dans la nuit du 5 au 6 mars après avoir chuté d'un immeuble à Athènes, en Grèce, où il était en voyage scolaire avec 62 autres camarades. La piste accidentelle est retenue, nous indique le parquet de Rouen.

Le 06/03/2026 à 18:57

- Quatre plaintes ont été déposées par des parents d'enfants inscrits à la crèche Pierre de Lune et au sein de l'école Hameau des Brouettes à Rouen. L'adjointe en charge des écoles et de l'enfance

réagit au micro d'ICI Normandie ce samedi 23 mai 2026.

Le 23/05/2026 à 11:46

- Quatre plaintes ont été déposées à l'encontre de trois agents municipaux de la Ville de Rouen qui travaillent avec des enfants. Une enquête judiciaire est ouverte pour "agression sexuelle sur mineurs", indique vendredi 22 mai 2026 le parquet de Rouen à ICI Normandie.

Le 22/05/2026 à 19:17

- Neuf anciens élèves du réseau des écoles lasalliennes, dont Jean-Baptiste-de-La-Salle de Rouen, ont saisi la cellule d'écoute créée en 2014 par la Congrégation pour entendre les victimes de violences physiques et sexuelles. Une plainte est déposée. ICI Normandie fait le point ce vendredi.

Le 06/02/2026 à 12:38

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Violences sexuelles : la Ville de Rouen lance ce vendredi un audit dans la crèche et l'école concernées

Marianne Naquet

7-9 minutes

Elizabeth Labaye, adjointe à la mairie de Rouen en charge des écoles et de l'enfance. © Radio France

Diffusé le vendredi 29 mai 2026 à 7:44

Publié le vendredi 29 mai 2026 à 7:44 Mis à jour le vendredi 29 mai 2026 à 16:28

Quatre plaintes pour agressions sexuelles ont été déposées par des parents, a confirmé ce jeudi 28 mai le procureur de Rouen, après les révélations de la suspension de trois agents de la ville de Rouen pour des suspicions de violences sexuelles.

L'information a été révélée le vendredi 22 mai 2026 : la suspension de trois agents de la Ville de Rouen, intervenant dans la crèche Pierre de Lune et l'école Hameau des Brouettes [après quatre plaintes déposées par des parents d'enfants pour violences et agressions sexuelles](#). La ville a fait un signalement au parquet de Rouen qui a ouvert une enquête pour agression sexuelle sur mineurs. Jeudi soir, la mairie a rencontré les familles concernées [après une première réunion mercredi](#).

Ce vendredi 29 mai, Elizabeth Labaye, adjointe en charge des écoles et de l'enfance, à la mairie de Rouen, annonce sur ICI Normandie que l'audit annoncé samedi 23 mai sera lancé ce "vendredi après-midi. Il y a plusieurs phases dans un audit. La première va être de faire un diagnostic sur les structures elles-mêmes, comment est mise en place la prévention, comment s'organise sur le terrain ce suivi de la prévention de ces risques et de ces violences. Dans un deuxième temps, nous allons regarder plus précisément l'organisation du travail, des postes de travail, de l'organisation spatiale, où est-ce qu'il peut y avoir des endroits ou des moments

plus sensibles que d'autres afin d'y remédier", explique Elizabeth Labaye.

Elizabeth Labaye précise que cet audit commence "là où il y a eu les faits reprochés", c'est-à-dire, dans la crèche Pierre de Lune et l'école Hameau des Brouettes, "jusqu'à l'été, et ensuite jusqu'en octobre, nous allons progressivement élargir à toutes les structures et notamment aux centres de loisirs. Un premier rapport concernant la crèche et l'école sera rendu fin juin, début juillet."

"Nous n'avons rien à cacher"

*L'adjointe au maire de Rouen affirme que **l'intervention de la protection maternelle et infantile, la PMI**, un organisme indépendant du département, "est la bienvenue". S'ils veulent venir, ils sont évidemment les bienvenus. Ils viennent déjà pour vérifier la conformité des bâtiments, nous leur envoyons ce qu'on appelle les informations préoccupantes. Dès qu'il y a un problème, on reçoit dans les écoles et autres, des enfants qui peuvent avoir été maltraités, ça peut être par les parents, il peut y avoir des violences intrafamiliales. La PMI reçoit toutes ces informations, c'est un partenaire extrêmement important. Nous n'avons rien à cacher."*

Aucune plainte, aucune procédure engagée auparavant

*Des parents soupçonnent l'homme de 48 ans, mis en cause pour des faits d'agression sexuelle à la crèche, d'avoir **été impliqué, toujours à Pierre de Lune, il y a quatre ans pour des faits similaires**. "Alors, il y a quatre ans, nous n'avons eu aucun fait de quoi que ce soit, aucune plainte, aucune procédure", répond Elizabeth Labaye. "Dans tout le mandat, je le dis, c'est la même chose, il n'y a eu aucune plainte, aucune procédure concernant ces agents ou cet agent. Nous transmettons tout au procureur, tout ce que nous avons sur l'historique de l'ensemble de ces personnes qui sont susceptibles d'être impliquées. Le procureur a tous les éléments à ce stade, et même avant 2020, nous n'avons aucune plainte, aucun fait présumé", conclut Elizabeth Labaye.*

Plusieurs dispositifs mis en place par la mairie

*La mairie annonce également le lancement de plusieurs dispositifs d'assistance : l'ouverture dès le lundi 1er juin **d'une cellule psychologique à destination des parents**, en partenariat avec la cellule d'urgence médico-psychologique du Centre hospitalier du*

Rouvray, au 02 32 95 11 13. La ligne sera ouverte du lundi au vendredi de 8h30 à 16h30, du 1^{er} au 5 juin dans un premier temps, et *"plus longuement si nécessaire"*.

Autre dispositif mis en place, *"un échange entre les parents d'enfants de l'unité des papillons (de la crèche Pierre de Lune)"*, sera organisé dès le 1^{er} juin, à 17h, en présence du CASA, le centre d'accueil spécialisé pour les agressions du CHU de Rouen, spécialisé dans le recueil de la parole des mineurs.

- [Rouen](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- ICI
- [Crèche \(enfants\)](#)
- [École](#)
- [École maternelle](#)
- [Agression sexuelle](#)
- [Enquêtes – Investigation](#)

Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces affaires disent de notre société.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Écoutez d'autres épisodes de l'émission

[Passer la section](#)

L'invité d'ici Matin, ici Normandie

Le 01/06/2026

Météo-France lance ce jeudi 28 mai 2026 sa carte de la météo des forêts, alors qu'un épisode de coup de chaud exceptionnel s'est abattu sur la Normandie et le reste de la France depuis le week-end du 23 et 24 mai. On fait le point sur les dispositifs de prévention

avec le SDIS 76.

Le 28/05/2026

Le sénateur centriste de l'Eure, Hervé Maurey, porte une proposition de loi qui est débattue ce mercredi après-midi au Sénat. Elle vise à renforcer les contrôles lors du recrutement du personnel qui travaille avec des mineurs dans ce contexte d'agressions sexuelles dans le périscolaire.

Le 27/05/2026

Le décès d'Aline, une cycliste de 36 ans, au niveau de la Neuville-Chant-d'Oisel sur la départementale 6014, relance la question de la sécurité autour de la route de Paris, sur cet axe très emprunté. Le maire de cette commune à l'est de Rouen, Julien Demazure, était notre invité ce mardi.

Le 26/05/2026

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- Alors qu'ils sont conviés à une réunion d'information, ce mercredi à l'hôtel de ville, les parents d'enfants de la crèche Pierre de Lune à Rouen attendent des réponses après les plaintes contre trois agents de la ville. Une enquête pour agression sexuelle sur mineurs a été ouverte.

Le 27/05/2026

- Quel bilan pour l'année 2025 en matière de justice pour le parquet de Rouen ? Quelles priorités pour cette année ? Après les avoir détaillées lors de l'audience de rentrée solennelle vendredi dernier, le procureur de la République de Rouen est l'invité de ICI Normandie ce mardi 27 janvier.

Le 27/01/2026

- D'anciens élèves de la congrégation des Frères des écoles chrétiennes dénoncent des violences physiques et sexuelles. Un collectif national a été créé pour les recenser. Philippe Auzenet, ancien élève de Jean-Baptiste de la Salle à Rouen, témoigne ce mercredi sur ICI : "Ils m'ont tué."

Le 04/02/2026

- Quel programme cette année pour Rouen Givrée ? L'adjoint au maire de Rouen en charge du commerce et des manifestations

publiques, Sileymane Sow, est l'invité de ICI Normandie pour le lancement des festivités de Noël.

Le 21/11/2025

Enquête pour agressions sexuelles dans une crèche de Rouen : ce que le maire a dit aux parents

Yves Asernal

4-5 minutes

Cinq jours après la révélation de l'affaire de la crèche Pierre de Lune à Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol s'est exprimé pour la première fois, mercredi 27 mai 2026, lors d'une réunion visiblement tendue avec les parents. Certains disent être repartis frustrés, sans réponse sur la nature des faits.

Mercredi 27 mai 2026, la réunion organisée à la mairie de Rouen pour les parents dont les enfants sont accueillis à la crèche Pierre de Lune, a duré trois heures et demie.

Pour la première fois depuis le début de [l'affaire des soupçons de violences sexuelles sur mineurs dans la crèche Pierre de lune et au sein du périscolaire de l'école Hameau des Brouettes](#), Nicolas Mayer-Rossignol, le maire de Rouen, s'est exprimé.

Nous n'avons pas pu assister à cette réunion mais nous avons pu nous entretenir avec les parents et le maire à son issue.

"On s'attendait à mieux. On n'est pas du tout satisfait de cette réunion. Je suis encore plus confus qu'avant de venir. J'imagine qu'en fait, c'est peut-être pire que ce qu'on imagine et au final on n'a pas de réponses", déplore un parent à la sortie, anxieux et tendu.

"Est-ce que c'est léger, est-ce que c'est très lourd ? On n'a rien de tout ça et surtout on leur reproche la communication, c'est-à-dire qu'on a reçu une information le vendredi, c'était la presse. Pas d'information tout le week-end de savoir qui est concerné, quelle section, est-ce que notre enfant peut retourner à la crèche", réagit un autre.

Face aux critiques, le maire a tenu à rétablir un fait : c'est bien la municipalité qui a déclenché la procédure judiciaire, via un signalement au procureur par l'article 40.

« C'est normal qu'il y ait une inquiétude. Moi, je suis maire, mais je

suis aussi père et je comprends tout à fait les inquiétudes. On essaye d'y répondre au maximum, en respectant encore une fois le droit, c'est-à-dire à la fois la présomption d'innocence et la protection qui est prioritaire des enfants. Et dès que nous avons eu connaissance des suspicions, nous avons mis à l'écart les personnes suspectes, donc je rappelle qu'elles sont présumées innocentes.

Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen

VIDEO. Reportage d'Yves Asernal et de Stéphane Gerain :

durée de la vidéo : 00h01mn54s



Le maire prend la parole après des suspicions d'agressions sexuelles dans une crèche. • ©F3 Normandie

Le maire reconnaît l'équation impossible dans laquelle il se trouve : *"Je comprends. Je me mets à votre place (les parents, ndlr). Mais je ne peux pas indiquer plus de détails sur les éléments de l'enquête. C'est inévitable qu'il y ait une frustration parce que l'enquête est en cours."*

Impossible selon lui de communiquer des informations non vérifiées au risque de violer la présomption d'innocence. *"Je ne suis pas juge, je ne suis pas procureur"*, souligne-t-il.

Sur le reproche principal des parents - avoir appris la nouvelle par les médias avant d'être contactés par la mairie - Nicolas Mayer-Rossignol dit comprendre. Mais le maire assume : *"On ne peut pas prendre le risque de diffuser des éléments qui n'ont pas été établis par la justice."*

Pour maintenir le lien, la mairie a mis en place une adresse mail destinée uniquement aux parents pour qu'ils puissent poser toutes leurs questions.

Rixe au Carré à Eu : la discothèque fermée par la préfecture pendant quinze jours

Franck Weber

2-3 minutes

« Rendez-vous le 12 juin. » C'est le message adressé par la discothèque [Le Carré à Eu](#) à ses clients. L'établissement devra en effet garder ses portes closes pendant quinze jours. Dans un arrêté publié le 29 mai, le préfet de la Seine-Maritime prononce une fermeture administrative temporaire de l'établissement.

Cette décision trouve son origine dans des faits survenus dans la nuit du 7 décembre 2025. Selon un rapport de la brigade de gendarmerie du Tréport, évoqué dans l'arrêté préfectoral, les militaires sont intervenus à la suite d'une altercation impliquant un client et les videurs de la discothèque.

Les images de vidéosurveillance visionnées par les gendarmes montrent un homme « *fortement alcoolisé* » provoquant les agents de sécurité avant de réussir à pénétrer dans l'établissement. Quelques instants plus tard, il est expulsé de la discothèque. Lors de cette intervention, l'homme chute et se blesse au bras avant d'être emmené jusqu'au parking, où les militaires le découvrent à leur arrivée.

Procédure contradictoire

Avant de prendre sa [décision](#), l'administration a engagé une

procédure contradictoire. L'exploitant du Carré a été invité à présenter ses observations. Il a adressé un courrier électronique à la préfecture le 3 mars 2026 et a également été reçu en sous-préfecture de Dieppe le 25 mars.

Selon l'arrêté, le gérant a notamment indiqué avoir mis en place, depuis la réouverture de son établissement après une précédente fermeture temporaire, une nouvelle procédure de sécurité destinée à mieux encadrer l'action des videurs face aux situations conflictuelles. La préfecture indique, de son côté, avoir tenu compte de ces mesures correctives récentes.

Toutefois, elle estime que la gravité des faits constatés justifie malgré tout une fermeture administrative temporaire.

Suspicion de marnière dans ce village près de Rouen : un vide de plus de 20 mètres découvert sous terre

Isabelle Villy

5-6 minutes

Un vide de plus de 20 mètres a été découvert sous terre, à Saint-Jacques-sur-Darnétal, près de Rouen. Une entreprise investigate pour déterminer s'il s'agit d'une marnière.

Sur le même thème

[Environnement](#)

[Travaux](#)

Article réservé aux abonnés



Une entreprise spécialisée dans la recherche de marnières a effectué des sondages dans le sous-sol. ©Isabelle VILLY

Par [Isabelle Villy](#) Publié le 29 mai 2026 à 6h40

Deux affaissements se sont produits, allée des Champs, à [Saint-Jacques-sur-Darnétal](#), près de [Rouen](#), sur **deux terrains** distants d'une centaine de mètres. Mais de quoi s'agit-il ? Un puisard naturel creusé par des infiltrations d'eau ? **Une marnière ?** Pour l'heure, des investigations sont en cours depuis jeudi 21 mai 2026. Et les sondages réalisés devraient permettre de déterminer la nature de ces affaissements.

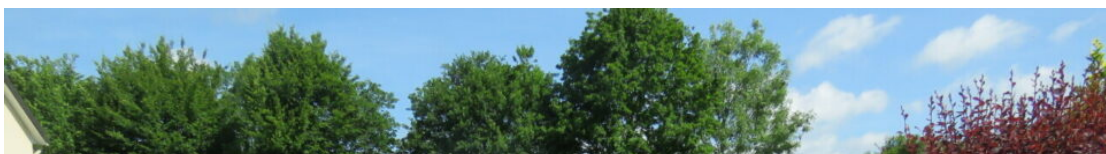
Une suspicion de marnière après des déformations

Alors que la société For et Tec était à pied d'œuvre, jeudi matin, avec une machine de forage, l'adjointe au maire, Fabienne Hébert, suivait de près les opérations. « À l'automne, on avait constaté **quelques déformations du terrain** qui se sont aggravées au cours de l'hiver », relate l'élue.

La mairie a ainsi alerté le syndicat des bassins-versants et la Métropole Rouen Normandie. Dès le mois d'avril, **des tests d'infiltration** et des opérations de traçage ont été réalisés, afin de voir où s'infiltrait l'eau, dans la nappe phréatique ou encore au captage de Carville. « Dès que des trous se forment, des vérifications sont réalisées en lien avec la turbidité de l'eau », précise Fabienne Hébert.

Arrêté municipal pour des raisons de sécurité

En attendant, les déformations de l'automne se sont, depuis, transformées **en vrais trous**, ce qui a tout d'abord conduit la municipalité à **prendre un arrêté** pour interdire tout accès aux deux terrains concernés.





Un arrêté municipal interdit l'accès aux terrains et des clôtures à mouton ont été installées pour dissuader quiconque d'entrer.

©Isabelle VILLY

« Il faut être prudent, des enfants pourraient être tentés d'entrer pour jouer, ou des personnes à la recherche de leur animal... Les motifs peuvent être nombreux et il était nécessaire de s'assurer que personne ne pénètre sur les lieux, pour d'évidentes raisons de sécurité », plaide l'adjointe au maire, qui précise que des clôtures à mouton ont également été installées pour dissuader toute intrusion.

Un vide de 21 mètres détecté lors des forages

L'entreprise spécialisée a donc de son côté commencé les forages : des tiges de différents diamètres ont été enfoncées dans le sol en suivant un cercle qui peut s'élargir au fur et à mesure des investigations, avec pour objectif de « détecter des vides éventuels ».

Quand la tige s'enfonce, la configuration du terrain est enregistrée sur ordinateur et en l'occurrence, dès la deuxième tige, **un vide de 21 mètres de profondeur** a été mis en évidence. « On le voit sur l'ordinateur qui enregistre une courbe normale, avec d'abord la résistance de la terre et une chute d'un seul coup, qui correspond au vide détecté », constate l'un des spécialistes sur place.

Une caméra pour déterminer s'il s'agit d'une marnière

Un vide qui peut laisser supposer la présence d'une marnière, mais pour en être certain, il faut d'abord **passer la caméra** pour explorer le sous-sol : pour ce faire, à chaque tige enfoncée, les techniciens installent des tubes en PVC qui permettent ensuite à la caméra de passer.

Et s'il s'agit d'une marnière, ces tubes resteront en place, car ils pourront, le cas échéant, être utilisés pour couler le ciment visant à combler la cavité.

Les investigations vont se poursuivre

Dès le vendredi 22 mai, les techniciens ont passé la caméra dans les tubes : Fabienne Hébert était présente et a pu suivre les opérations. « La caméra n'a pas permis de déterminer si nous sommes en présence d'une marnière ou d'une cavité naturelle. **Les investigations vont donc se poursuivre** », indique l'adjointe au maire.

Aucune mesure particulière ou périmètre de sécurité n'ont été pris pour l'instant : les deux affaissements se trouvent en effet éloignés des habitations. Affaire à suivre...

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

En Seine-Maritime, un ingénieur voulait faire passer onze migrants au Royaume-Uni sur un voilier trop petit

Matéo Lhernault

6-8 minutes

Deux britanniques étaient convoqués devant le tribunal judiciaire de Rouen, mercredi 27 mai 2026. En avril, des migrants avaient été retrouvés à bord de leur bateau.

Sur le même thème

[Immigration](#)

[Police](#)

[Tribunal de Rouen](#)

Article réservé aux abonnés



Deux britanniques ont tenté de faire passer onze migrants en situation irrégulière au Royaume-Uni depuis Saint-Valery-en-Caux. (©SNSM Dieppe/Archives)

Par [Matéo Lhernault](#) Publié le 29 mai 2026 à 17h31

Les faits remontent au mois dernier, dans la nuit du **8 au 9 avril 2026**. La [police](#) britannique contacte les services français et alerte : une traversée clandestine de migrants est prévue depuis [Saint-Valery-en-Caux](#), en Seine-Maritime, vers le [Royaume-Uni](#) par la [Manche](#). Sur place, la police française inspecte **un voilier** de huit mètres de long. À son bord se trouvent **cinq personnes**, d'origine **kurde irakienne**, en situation irrégulière. Le **27 mai**, les **deux passeurs, britanniques**, étaient jugés au [tribunal](#) judiciaire de [Rouen](#).

Onze migrants sur un bateau conçu pour cinq personnes

Onze migrants devaient prendre la mer ce soir-là. Un deuxième groupe devait rejoindre l'embarcation, **construite pour cinq personnes maximum** selon sa fiche technique, plus tard dans la nuit. En contact avec un certain « Rasha », comme indique l'exploitation du téléphone du propriétaire du bateau, la traversée a été décidée dans un restaurant de Saint-Valery-en-Caux. Les caméras de vidéoprotection ont permis de mettre en évidence une scène, où un homme, absent lors du procès, insère une carte SIM dans le téléphone d'un des deux britanniques.

J'étais en panique, je savais qu'il n'y aurait pas assez de place dans le bateau.

Une troisième personne de nationalité britannique, une femme, se trouvait à bord. Rencontrée quelques jours auparavant outre-manche, elle a été libérée par les autorités françaises, jugeant qu'elle n'était pas impliquée dans l'affaire. « Elle est à moitié SDF », faisait remarquer le procureur de la République.

Elle a cependant confié à la police française avoir été mise au courant de la traversée de migrants le soir-même, au restaurant. Elle aurait confié aux autorités : « J'étais en panique. Je savais qu'il n'y aurait pas assez de place sur le bateau. ».

Plus de 1 300 euros la traversée

Interrogés par les services de police, les migrants ont révélé devoir payer la traversée plus de 1 300 euros. Aussi, la perquisition du navire a révélé qu'aucune réserve de nourriture n'était présente, tout comme les gilets de sauvetage, eux aussi insuffisants à bord.

Autant de faits qualifiés en « aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers d'un étranger en France dans des conditions l'exposant à un risque de mort ou d'infirmité permanente », par le tribunal.

Je voulais rendre service à un ami proche qui me demandait cette traversée depuis longtemps. Je n'ai jamais voulu être payé pour ça.

À la barre, Le propriétaire du bateau, se présentant comme **ingénieur en sécurité**, déclarait par l'intermédiaire d'une traductrice : « Je voulais rendre service à un ami proche qui me demandait cette traversée depuis longtemps. Je n'ai jamais voulu être payé pour ça », avant de reconnaître les faits.

Le procureur, mettant en avant **une note** présente sur son casier judiciaire internationale concernant une migrante asiatique au Pays-Bas, et son parcours pénal britannique (impliqué notamment dans un trafic de stupéfiant) lui demandait à quelle date remonte l'acquisition du bateau. « Au mois de janvier », lui répond le britannique. « Quelques mois après votre sortie de prison ? » rétorque le magistrat. Le prévenu ne pouvait qu'acquiescer.

Le second passeur, présenté par son avocate comme un **ancien soldat ayant servi en Afghanistan, boxeur** professionnel à ses heures, déclarait tout bonnement ne pas être impliqué : « J'étais sur le bateau parce que mon ami m'avait proposé un séjour en France.

Au restaurant, je n'ai pas écouté la conversation, j'étais sur mon téléphone. Les personnes qu'il faisait monter à bord, je pensais que c'étaient des sans-abris qu'il aidait. Je n'ai rien à voir avec cette histoire. » Supposément dyslexique profond, le soldat-boxeur bénéficie d'un casier vierge outre-Manche.

« Il s'agit d'un trafic, ça ne fait aucun doute »

Lors des réquisitions, le procureur a fait valoir : « La Manche charrie des dizaines de cadavres chaque année. Les bandes [de traversée] les plus courtes sont particulièrement touchées et donc surveillées. Les groupes criminels qui participent aux flux migratoires ont compris les risques encourus. »

Il déroule sa logique : « C'est pourquoi ils changent d'itinéraire. Sur cet itinéraire, la traversée en zodiac n'est pas possible, il faut donc changer d'embarcation, typiquement, **un voilier réputé robuste** datant de la fin des années 80", faisant allusion au modèle du bateau incriminé.

Mettant en évidence l'implication de plusieurs véhicules, la communication avec « Rasha », il conclut : « Ces personnes sont des passeurs. Il s'agit d'un trafic, cela ne fait aucun doute ».

Contre le propriétaire, il requiert **quatre ans d'emprisonnement ferme**, assortis d'une **interdiction de fouler le sol français**, et la **confiscation de son navire**. Concernant le soldat-boxeur, une peine de **deux ans d'emprisonnement assortie d'un sursis** a été demandée.

Finalement, l'ingénieur propriétaire du navire a été jugé coupable et **condamné à une peine de 30 mois de prison** et une interdiction de séjour en France. Son complice s'en est sorti avec **15 mois de prison avec sursis probatoire** et l'interdiction de fouler le sol français. Avant qu'un policier ne lui passe les menottes, il passait une tape amicale sur l'épaule de l'ingénieur.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre](#)

[compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu.](#)

À Rouen, plus de 800 personnes sensibilisées aux dangers du protoxyde d'azote au volant

La rédaction d'infoNormandie

~1 minute

Une opération de prévention consacrée aux dangers du protoxyde d'azote au volant a été menée jeudi soir à Rouen par la police nationale, en partenariat avec la police municipale et la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM).

L'opération s'est déroulée entre 21h et 22h place Cauchoise, en présence de la directrice de cabinet du préfet de Seine-Maritime.

Quatre points de contrôle avaient été mis en place simultanément rue Saint-Gervais, boulevard de la Marne, boulevard des Belges et rue Jean-Lecanuet.

Au total, 803 personnes ont été sensibilisées aux risques liés à la consommation de protoxyde d'azote au volant, dont 617 automobilistes et 186 piétons et conducteurs de deux roues.

Rouen. Une vaste opération menée pour sensibiliser aux risques du protoxyde d'azote

Gilles Anthoine

1-2 minutes

La consommation de protoxyde d'azote représente un vrai danger au volant : perte de contrôle, sous-estimation des vitesses et des distances de sécurité, altération du jugement, distorsions visuelles, trous noirs ou encore altération de la mémoire.

Pour lutter contre ce fléau, un vaste contrôle routier a été organisé pour sensibiliser à ces risques, jeudi 28 mai de 21h à 22h, place Cauchoise à Rouen.

- **A lire aussi.** [Seine-Maritime. Protoxyde d'azote : quelles conséquences pour la santé ? Les explications d'un médecin](#)

803 personnes sensibilisées

La police nationale, la police municipale, la directrice de cabinet du préfet de Seine-Maritime et des agents de la DDTM (direction départementale des territoires et de la mer) étaient sur place. Ils ont distribué des flyers. 803 personnes ont été sensibilisées dont 617 automobilistes et 186 piétons.

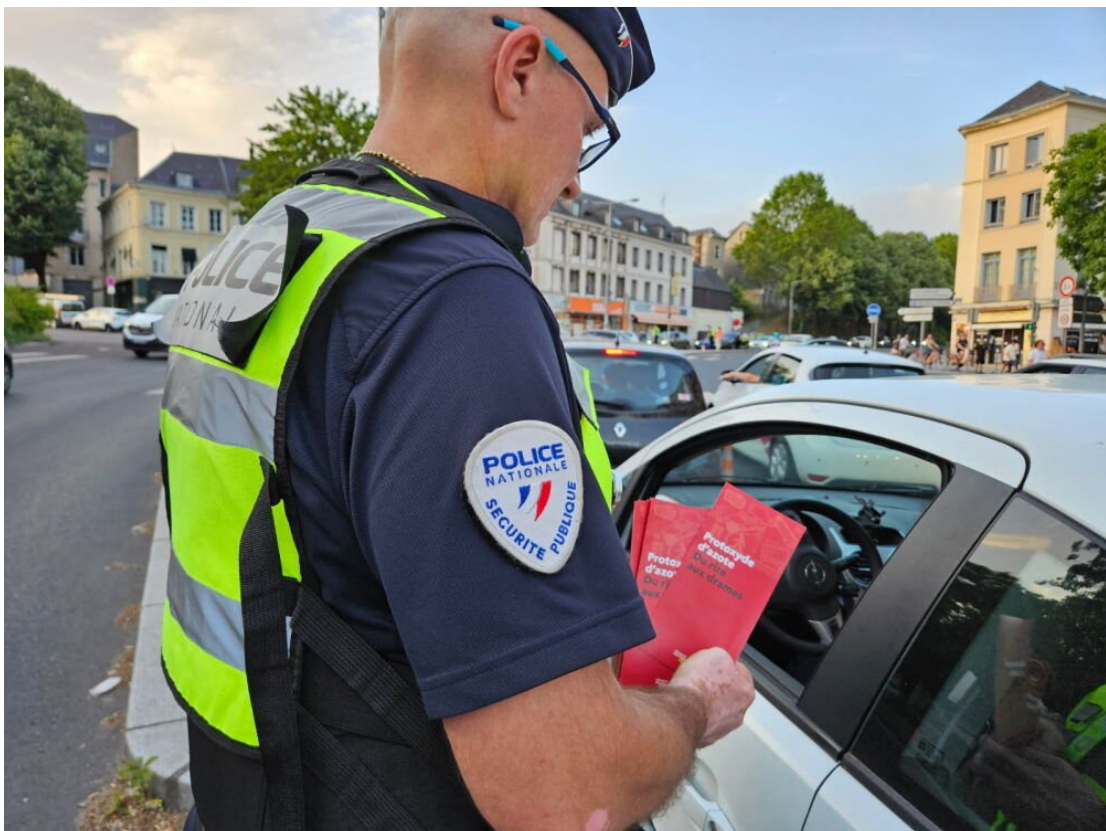
La préfecture rappelle que *"tout conducteur doit se tenir en état d'exécuter commodément toutes les manœuvres qui lui incombent sous peine d'une contravention de 2^e classe (amende jusqu'à 150 euros)."*

Rouen. Protoxyde d'azote au volant : une opération menée pour sensibiliser les usagers de la route

Julie Hervieux

~1 minute

Une opération conjointe entre la police nationale de Seine-Maritime, la police municipale de Rouen et la DDTM s'est déroulée jeudi 28 mai dans la soirée afin de faire de la prévention face aux dangers du protoxyde d'azote au volant.



Les services de l'Etat ont sensibilisé 617 automobilistes - Police nationale de Seine-Maritime

Plusieurs automobilistes et piétons sensibilisés

L'opération a eu lieu rue Saint-Gervais, boulevard de la Marne, boulevard des Belges et rue Jean Lecanuet entre 21 et 22 heures. 803 personnes ont été sensibilisées au protoxyde d'azote au volant dont 617 automobilistes et 186 piétons.

Au port du Havre, la police fait une étonnante découverte : une grosse quantité de drogues saisie

Adrien Filoche

3–4 minutes

Le 19 mai 2026, une opération de police conduite par des policiers du Havre et de Rouen a permis l'interpellation de sept individus et la saisie d'une grosse quantité de drogues.

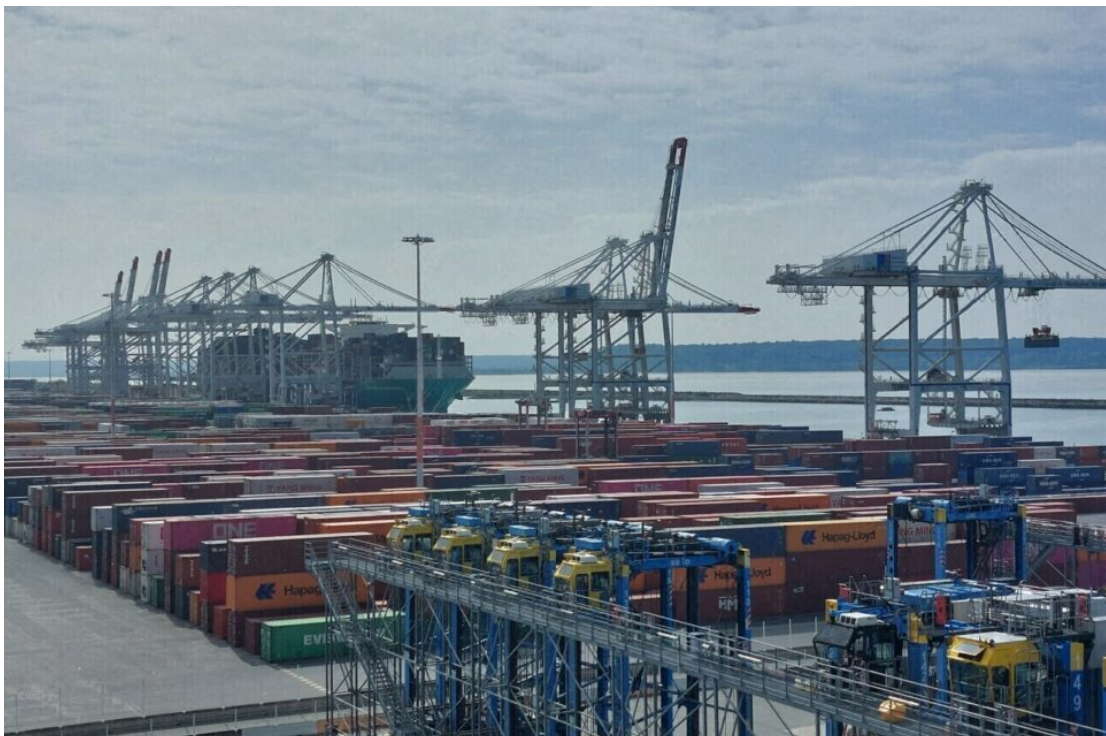
Sur le même thème

[Drogue](#)

[Police](#)

[Port du Havre](#)

Article réservé aux abonnés



Le 19 mai 2026, une opération de police conduite par des policiers du Havre et de Rouen a permis l'interpellation de sept individus et la saisie d'une grande quantité de drogues. (©Illustration/76actu)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 29 mai 2026 à 12h38

Vaste coup de filet ! Le 19 mai 2026, une opération de police conduite par des policiers du [Havre](#) et de [Rouen](#) a permis l'interpellation de **sept individus** et la saisie d'une **grosse quantité de drogues**, retrouvée dans un conteneur qui avait quitté le [port du Havre](#). Précisions.

La drogue retrouvée dans un conteneur

Un jour plus tôt, le 18 mai, une enquête est ouverte par le parquet du Havre après le contrôle d'un chauffeur routier. Ce dernier est « trouvé en possession de fausses plaques d'immatriculation et de la clé d'un tracteur stationné à proximité du port du Havre », précise **Samuel Finielz**, le procureur de la République de Lille par voie de communiqué.

Ce mode opératoire paraissait être observé par les organisations criminelles procédant à la récupération de fret sur la zone portuaire ou à ses abords.

Ce même jour, les enquêteurs découvrent la sortie d'un conteneur du port du Havre. Il est placé sur un ensemble routier et part en direction d'un entrepôt situé dans le Val d'Oise.

Plus d'une tonne de produits stupéfiants

Les forces de l'ordre mettent la main sur le conteneur. Ils retrouvent à l'intérieur un beau butin : **1 125 kg d'herbe** de cannabis conditionnée dans des sachets thermosoudés, **30 kg de pollen de cannabis** et **78 kg de résine de cannabis**, dissimulés dans des cartons de vêtements. Au total, plus d'une tonne de produits stupéfiants.

Le 21 mai 2026, le parquet du Havre se dessaisit de l'affaire au profit du parquet de la juridiction interrégionale spécialisée de Lille. Une information judiciaire est ouverte.

Les mis en cause placés en détention

Le même jour, les sept mis en cause sont présentés à un juge d'instruction au tribunal de Lille pour des faits de **vol en bande organisée**, importation de stupéfiants en bande organisée et participation à une **association de malfaiteurs** en vue de la préparation de crimes ou délits.

Les individus sont finalement mis en examen par le juge d'instruction et placés en détention provisoire par le juge des libertés et de la détention.

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Le Havre. 1,2 tonne de cannabis dans un conteneur sorti du port : un trafic de drogue mis au jour

Célia Caradec

2-3 minutes

L'enquête, ouverte par le parquet du Havre, débute le lundi 18 mai 2026 : lors d'un contrôle, un chauffeur routier est trouvé en possession de fausses plaques d'immatriculation et de la clé d'un tracteur de poids lourd, stationné à proximité du port du Havre. Le jour même, un conteneur sort du port du Havre, est placé sur un ensemble routier et se dirige vers un entrepôt, situé dans le Val d'Oise.

Du cannabis caché dans des cartons de vêtements

Le lendemain, mardi 19 mai, une opération de police judiciaire conduite par l'antenne SIPJ du Havre, avec l'appui de la BRI de Rouen, conduit à l'interpellation et au placement en garde à vue de sept individus, *"alors qu'ils étaient en train de procéder, dans l'entrepôt, au déchargement du conteneur ou assuraient la surveillance des opérations"* fait par la juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) de Lille dans un communiqué de presse, publié ce vendredi 29 mai. A l'intérieur du conteneur, les enquêteurs saisissent *"1 125kg d'[herbe de cannabis](#) conditionnée dans des sachets thermosoudés, 30kg de pollen de cannabis et 78kg de résine de cannabis, dissimulés dans des cartons de vêtements"*, soit un total de plus d'1,2 tonnes de drogue.

Sept mises en examen

Jeudi 21 mai, le parquet du Havre se dessaisit au profit du parquet de la JIRS de Lille, qui ouvre une information judiciaire des chefs de participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation de crime ou de délits, importation de stupéfiants en bande organisée, transport, acquisition, détention de stupéfiants et vol en bande organisée.

Présentés à un juge d'instruction, les sept individus impliqués ont été mis en examen et placés en détention provisoire. L'enquête se poursuit.

En janvier dernier, le même mode opératoire avait été utilisé dans une autre affaire. [Plus de 300kg de cocaïne avaient ainsi été saisis dans un conteneur](#), tracté par un [poids lourd](#), stationné préalablement à la sortie d'un terminal portuaire.

Plus d'une tonne de cannabis saisie dans un conteneur parti du port du Havre, sept personnes mises en examen

Raphaël Tual

4-5 minutes

Publié le vendredi 29 mai 2026 à 12:01 Mis à jour le vendredi 29 mai 2026 à 16:25

La police judiciaire du Havre, avec l'appui de la BRI de Rouen, a retrouvé plus d'1,2 tonne de produits stupéfiants dans un conteneur parti du Havre, le 19 mai 2026. La drogue, principalement de la résine de cannabis, était stockée dans un entrepôt du Val-d'Oise.

La police judiciaire, dans le cadre d'une enquête préliminaire ouverte par le parquet du Havre, a saisi plus d'1,2 tonne de cannabis dans un conteneur parti du port du Havre, le 19 mai, indique le parquet du tribunal judiciaire (Jirs) de Lille dans un communiqué vendredi 29 mai 2026, confirmant une [information de France 3 Normandie](#). Selon nos informations, ce conteneur, après avoir quitté le port havrais, était stocké dans un entrepôt situé à Domont dans Val-d'Oise.

L'enquête a débuté lors d'un contrôle routier lundi 18 mai. La police du Havre trouve un chauffeur routier en possession de fausses plaques d'immatriculation et d'une clé de tracteur stationné à proximité du port du Havre. Un mode opératoire qui correspond à celui utilisé par les organisations criminelles "*procédant à la récupération de fret sur la zone portuaire ou à ses abords*", précise le communiqué de presse. Le parquet du Havre ouvre donc une enquête préliminaire pour "*association de malfaiteurs en vue de commettre un vol en bande organisée*".

Le conteneur acheminé vers un entrepôt dans le Val-d'Oise

Le même jour, la police constate la sortie suspecte d'un conteneur

du port du Havre, direction un entrepôt dans le Val-d'Oise. Le 19 mai, la police judiciaire du Havre, avec l'appui de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) de Rouen, décide d'intervenir dans cet entrepôt et interpelle sept personnes en train de décharger le conteneur ou de surveiller les alentours.

Les enquêteurs découvrent plus d'une tonne de drogue dissimulée dans des cartons de vêtements : 1 125 kg d'herbe de cannabis, mais aussi 30 kg de pollen de cannabis et 78 kg de résine de cannabis. Le 21 mai, le parquet du Havre s'est dessaisi de l'affaire au profit du parquet de la Jirs de Lille qui a ouvert une information judiciaire pour *"participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime"* et *"importation de stupéfiants en bande organisée"*, notamment.

Les sept mis en cause ont été mis en examen et placés en détention provisoire. Les investigations se poursuivent sous l'autorité d'un juge d'instruction de la juridiction interrégionale spécialisée de Lille.

- [Cannabis](#)
- [Justice](#)
- [Drogues](#)
- [Enquêtes – Investigation](#)

Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces affaires disent de notre société.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- Un réseau de narcotrafiquants qui importait de la cocaïne et du cannabis via les ports du Havre et de Molineux dans la métropole rouennaise a été démantelé, annonce ce lundi le

parquet de Lille. La tête de réseau, localisée à Casablanca au Maroc, a été extradé en septembre dernier.

Le 22/12/2025 à 17:17

- L'équivalent de 11 millions d'euros de cocaïne ont été trouvés dans un conteneur au port du Havre, à la fin du mois de décembre 2025. Une enquête était menée depuis l'été dernier, trois personnes ont été placées en détention provisoire.

Le 05/01/2026 à 14:51

- Quatre personnes ont été arrêtées et mises en examen au Havre après la mort d'un homme d'une trentaine d'années le 19 juillet. Cet homme originaire de Rennes s'était rendu en Normandie dans le cadre d'un trafic de cocaïne, indique le parquet du Havre dans un communiqué.

Le 28/07/2025 à 08:54

- Ce mardi 23 septembre, six hommes, dont deux dockers, ont été interpellés en baie de Seine, pour avoir fait sortir 63,9 kilos de cocaïne d'un porte-conteneur dans le port du Havre, selon une source policière à ICI Normandie.

Le 25/09/2025 à 18:54

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

1,2 tonne de drogue saisie dans un conteneur de vêtements arrivé au port du Havre : sept personnes interpellée

Manon Loubet

~3 minutes

On en sait plus sur la saisie de drogue dans un conteneur arrivé au port du Havre, le 18 mai 2026. Dans ce conteneur de vêtements, plus d'1,2 tonne de cannabis a été retrouvé par les policiers dans un entrepôt situé dans le Val-d'Oise, le 19 mai. Sept personnes ont été interpellées.

Nous vous le révélions cette semaine, plus d'[une tonne de cannabis a été saisie dans un conteneur arrivé au port du Havre](#), le 19 mai 2026. Le parquet de la JIRS (Juridiction interrégionale spécialisée) de Lille dévoile, ce vendredi 29 mai 2026, les détails de cette saisie d'ampleur.

Tout démarre le 18 mai 2026 par le contrôle d'un chauffeur routier trouvé en possession de fausses plaques d'immatriculation et de la clé d'un tracteur stationné à proximité du port du Havre. "Ce mode opératoire paraissait être observé par les organisations criminelles procédant à la récupération de fret sur la zone portuaire ou à ses abords", indique le parquet.

Et le jour même, "il était constaté la sortie d'un conteneur du port du Havre, qui était placé sur un ensemble routier et se dirigeait vers un entrepôt situé dans le Val d'Oise", poursuit le parquet.

Le 19 mai, une opération de police judiciaire conduite par l'antenne du SIPJ (Service interdépartemental de la police judiciaire du Havre) avec l'appui de la BRI (Brigade de recherche et d'intervention) de Rouen conduit à l'interpellation et au placement en garde à vue de sept individus, alors qu'ils étaient en train de procéder, dans l'entrepôt du Val d'Oise, au déchargement du conteneur ou assuraient la surveillance des opérations.

1 125 kg d'herbe de cannabis conditionnée dans des sachets

thermosoudés, 30 kg de pollen de cannabis et 78 kg de résine de cannabis, dissimulés dans des cartons de vêtements, soit un total de plus d'1,2 tonne de produits stupéfiants ont été saisis par les policiers.

Le parquet de la JIRS de Lille a ouvert une information judiciaire des chefs de participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation de crime ou délits punis de 10 ans d'emprisonnement, importation de stupéfiants en bande organisée, transport, acquisition, détention de stupéfiants et vol en bande organisée.

Le 21 mai 2026, les sept mis en cause ont été présentés à un juge d'instruction de la JIRS de Lille. Ils ont été mis en examen par le juge d'instruction avant d'être placés en détention provisoire par le juge des libertés et de la détention.

Les investigations se poursuivent sous l'autorité du magistrat instructeur de la JIRS de Lille.

Port du Havre. Plus d'1,2 tonne de cannabis cachée dans des cartons de vêtements : la spectaculaire saisie des enquêteurs

Cédric Thomire

~3 minutes

Plus d'1,2 tonne de cannabis cachée dans un conteneur. La saisie spectaculaire réalisée par les enquêteurs après la sortie d'un chargement du port du Havre a conduit à l'interpellation de sept hommes, aujourd'hui mis en examen et placés en détention provisoire.

Un détail qui alerte la police

L'affaire débute le 18 mai 2026. Ce jour-là, les enquêteurs s'intéressent à un chauffeur routier contrôlé en possession de fausses plaques d'immatriculation et de la clé d'un tracteur routier stationné à proximité du port du Havre. Le parquet du Havre ouvre alors une enquête préliminaire pour association de malfaiteurs en vue de commettre un vol en bande organisée. Selon le parquet, *"ce mode opératoire correspond à celui utilisé par certaines organisations criminelles spécialisées dans la récupération frauduleuse de fret sur la zone portuaire ou à ses abords"*.

Le même jour, les investigations permettent d'identifier la sortie d'un conteneur du port du Havre. Le chargement est placé sur un ensemble routier qui prend la direction d'un entrepôt situé dans le Val-d'Oise.

Une cargaison dissimulée dans des cartons de vêtements

Le lendemain, le 19 mai, une opération de police judiciaire est menée par l'antenne du Service interdépartemental de la police judiciaire (SIPJ) du Havre, avec le concours de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) de Rouen. Sept individus sont interpellés alors qu'ils participent au déchargement du conteneur ou assurent la surveillance des opérations. Ils sont ensuite placés en garde à vue.

La fouille du conteneur met au jour une quantité exceptionnelle de stupéfiants, dissimulés dans des cartons de vêtements. Les enquêteurs découvrent *"1 125kg d'herbe de cannabis conditionnée dans des sachets thermosoudés, 30kg de pollen de cannabis et 78kg de résine de cannabis"*, détaille le parquet du tribunal judiciaire de Lille. Soit 1 233kg au total.

Sept hommes écroués

Car la suite de l'enquête se joue désormais à Lille. Compte tenu de l'ampleur du trafic présumé, la JIRS (juridiction interrégionale spécialisée) a ouvert une information judiciaire pour :

- association de malfaiteurs ;
- importation de stupéfiants en bande organisée ;
- transport, acquisition, détention de stupéfiants
- et vol en bande organisée.

Les sept hommes arrêtés ont été mis en examen puis écroués. Les investigations se poursuivent afin d'identifier l'ensemble des ramifications de ce réseau présumé.

À Rouen, ils sautent dans la Seine depuis le pont Flaubert après la victoire du PSG

Garance Ferrard et Jérémy Chatet

~2 minutes

Drôle (et surtout dangereuse) façon de célébrer une victoire. Samedi 30 mai 2026, après la victoire du PSG face à Arsenal en finale de la Ligue des champions, plusieurs jeunes ont décidé de sauter dans la Seine depuis le pont Flaubert à Rouen.

Selon une témoin, présente sur place, la scène s'est déroulée juste après la victoire du club parisien. *« Deux d'entre eux ont pu remonter avec les accroches présentes sur les rebords mais les deux autres ont eu plus de mal et ont été emportés par le courant »,* explique-t-elle. *« Ils ont réussi à remonter un peu plus loin ».*

Baignade interdite dans la Seine

Elle ajoute que le staff d'un des restaurants présents sur les quais de Rouen s'est mobilisé pour les aider. *« Ils étaient paniqués quand ils ont vu que le courant a emporté les deux jeunes ».*

Pour rappel, la baignade dans la Seine est interdite, par arrêté préfectoral, depuis 1923. Selon GIP Seine-Aval, *« la baignade en Seine est le plus souvent interdite – ou tout au moins peu recommandée – principalement pour des raisons de sécurité et de qualité microbiologique. En effet, la force des courants et la navigation rendent cette pratique dangereuse ».*

Violences, dégradations... À Rouen et au Havre, la victoire du PSG a fait dégénérer la soirée : « Ça a été chaud ! »

Julien Bouteiller

3–4 minutes

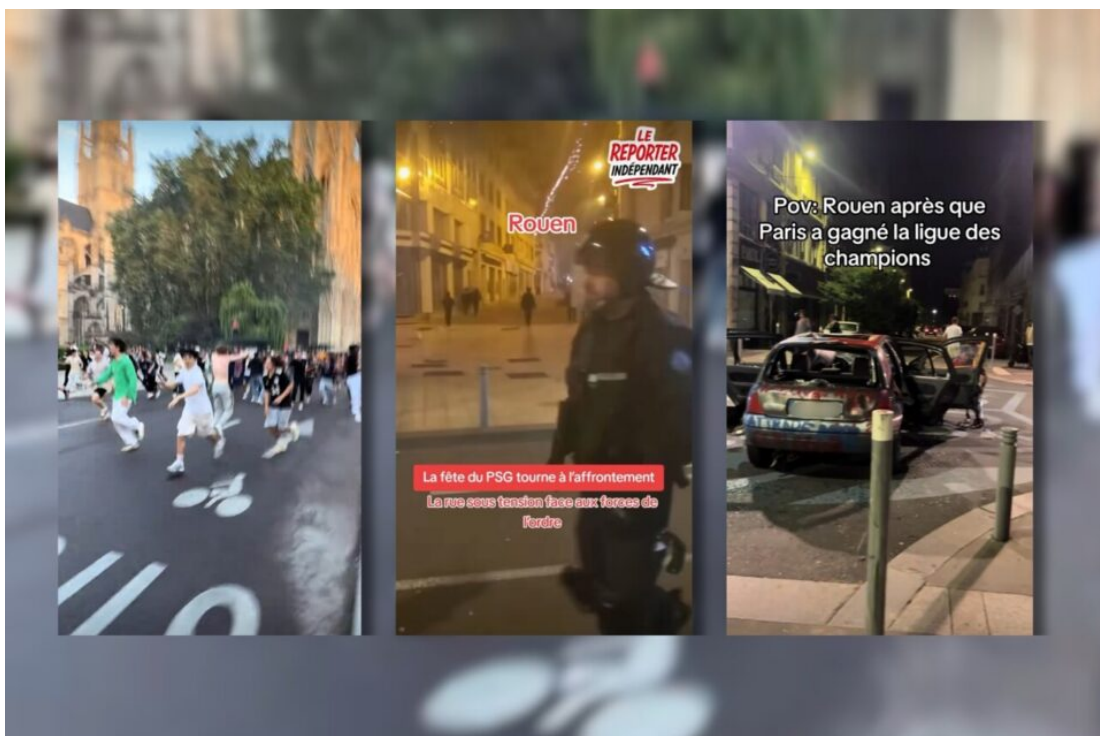
À Rouen comme au Havre, les célébrations de la victoire du PSG en Ligue des Champions ont dégénéré en multiples incidents. Retour sur une soirée très agitée.

Sur le même thème

[Paris Saint Germain \(PSG\)](#)

[Police](#)

[Violences urbaines](#)



À Rouen et au Havre, la soirée de victoire du PSG a viré en incidents et violences. (©TikTok et Facebook/Captures d'écran)

Par [Julien Bouteiller](#) Publié le 31 mai 2026 à 12h37

La fête a été gâchée. À [Rouen](#) comme au [Havre](#), la liesse de [la victoire du PSG en Ligue des Champions](#) a vite viré au chaos, à cause de multiples incidents. « **Ça a été chaud !** », confie une source mobilisée ce samedi 30 mai 2026 à [76actu](#). **Bilan de cette soirée très agitée.**

À Rouen, la victoire du PSG vire à l'affrontement

De très nombreuses personnes sont venues dans le centre-ville de Rouen pour regarder le match dans des bars. Ambiance festive, quelques pétards et feux d'artifice étaient de la partie durant la rencontre entre le PSG et Arsenal. Mais très vite après la victoire, **les incidents se sont multipliés.**

À Rouen, les incidents se sont concentrés dans le secteur du Théâtre des Arts. Dans un bilan publié par la préfecture, il est fait état de cinq interpellations, et de trois policiers blessés légèrement à Rouen.

[@usr93833](#)

[#rouen#liguechampions #prt #fybb #pyp](#)

[🎵 Western Music: Arizona Dreaming – Piero Piccioni](#)

« Clairement, des groupes sont venus pour **provoquer les forces de l'ordre** et chercher l'affrontement », indique notre source mobilisée hier soir. « On a eu une grosse soirée, ça ressemblait plus à de la violence urbaine qu'à une célébration de foot. »

Des bénévoles agressés

Sur sa page Facebook, **l'Autobus, Samu social de Rouen**, rapporte qu'une équipe de bénévoles a été agressée rue Jeanne-d'Arc. « Nos bénévoles ont été **encerclés, insultés et victimes de crachats.** »

Notre véhicule a également été dégradé par des coups de pied. »

Ces actes sont d'autant plus choquants qu'ils visaient des personnes qui donnent bénévolement de leur temps, souvent tard le soir, pour soutenir les plus démunis. Aucun bénévole ne devrait avoir à subir de telles violences alors qu'il agit par solidarité et humanité. Aujourd'hui, nos bénévoles sont profondément choqués par ce qu'ils ont vécu.

Sur une autre vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, on peut voir plusieurs hommes **sauter dans la Seine depuis le pont Flaubert** pour célébrer la victoire. Un comportement particulièrement dangereux et absolument **interdit**. Ils sont heureusement sains et saufs.

Des incidents également au Havre

La soirée a été tout aussi agitée au Havre, avec des dégradations, des affrontements et des feux de poubelle.

D'après la préfecture, **six personnes ont été placées en garde à vue** à l'issue de la soirée, et, comme à Rouen, trois policiers ont été légèrement blessés.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Seine-Maritime. Des débordements à Rouen, Le Havre et Elbeuf après la victoire du PSG en Ligue des champions

Gilles Anthoine

1-2 minutes

[La finale de la Ligue des champions, opposant le PSG à Arsenal](#), a rassemblé de nombreux supporters dans les villes de Seine-Maritime, samedi 30 mai, notamment à Rouen, Le Havre et Elbeuf.

La préfecture indique que *"les forces de l'ordre ont œuvré sur le terrain toute la soirée jusqu'à un retour au calme vers 1h30 du matin. Leur mobilisation a conduit à quinze interpellations, onze placements en garde à vue et quatre contraventions"*.

Des poubelles incendiées et des policiers blessés

A Rouen, cinq personnes ont été interpellées et placées en garde à vue. Trois fonctionnaires de police ont été légèrement blessés et deux véhicules de service ont été dégradés. Quatre poubelles ont été incendiées.

Au Havre, dix fêtards ont été interpellés, six ont été placés en garde à vue et quatre contraventions ont été dressées. Trois fonctionnaires de police ont été légèrement blessés. Neuf poubelles ont été incendiées.

A Elbeuf, des tirs de mortier ont eu lieu sans occasionner de dégâts.

Voitures brûlées, interpellations : incidents en Seine-Maritime et dans l'Eure après la finale de la Ligue des champions

Manon Lombart-Brunel

3–4 minutes

Publié le dimanche 31 mai 2026 à 13:32

Les deux départements ont été le théâtre, ce samedi 30 mai, de plusieurs incidents après la victoire du PSG en finale de la Ligue des champions de football. ICI Normandie fait le point.

La fête et quelques incidents. La soirée a été agitée, ce samedi 30 mai 2026, dans l'Eure et la Seine-Maritime. Alors que de nombreux supporters étaient rassemblés à Rouen, Evreux, Le Havre ou encore Vernon pour fêter la victoire du Paris Saint Germain contre Arsenal en Ligue des champions, des incidents ont éclatés après le match.

15 interpellations en Seine-Maritime, six policiers blessés

La préfecture de la Seine-Maritime dresse, ce dimanche un premier bilan. Selon elle, « *les forces de l'ordre ont œuvré sur le terrain toute la soirée jusqu'à un retour au calme vers 1h30 du matin.* » Au total, 15 personnes ont été interpellées, parmi elle onze ont fait l'objet d'un placement en garde à vue.

Dans le détail, à Rouen, cinq individus ont été placés en garde à vue. Trois fonctionnaires de police ont été légèrement blessés et deux véhicules de service ont été dégradés, selon la préfecture. Au Havre, dix personnes ont été arrêtées, 6 ont été placées en garde à vue. Par ailleurs, à Elbeuf, des tirs de mortier ont eu lieu sans occasionner de dégâts.

Les sapeurs-pompiers du département sont intervenus à 26 reprises sur des événements en lien avec la finale de la Ligue des champions, notamment pour des départs de feux et la prise en

charge de blessés légers. La préfecture dénombre neuf poubelles brûlées au Havre et quatre à Rouen.

Contacté par ICI Normandie, les pompiers de l'Eure font aussi état de dégradations. Plusieurs voitures ont été brûlées à Vernon et Evreux. Des feux de végétation ont également dû être éteint à Vernon et Bourg-Achard.

- [Ligue des champions](#)
- [Secours – Pompiers](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- De violents orages ont touché la Seine-Maritime et l'Eure dans la soirée du mercredi 25 juin 2025. En Seine-Maritime, les pompiers sont intervenus principalement pour des chutes d'arbres et de câbles électriques. Les pompiers de l'Eure ont reçu plus de 700 appels.

Le 26/06/2025 à 06:14

- Le réveil a sonné tôt ce matin pour près de 330.000 écoliers, collégiens et lycéens de l'Eure et de la Seine-Maritime. Ils retrouvent le chemin de la classe en ce lundi 1er septembre. Plus de 24.000 enseignants, qui ont fait leur pré-rentrée vendredi, sont fin prêts pour les accueillir.

Le 01/09/2025 à 10:56

- Des manifestations ont lieu ce jeudi 18 septembre en Seine-Maritime et dans l'Eure contre les mesures d'austérité voulues par le gouvernement. On vous donne les chiffres de mobilisation.

Le 18/09/2025 à 12:26

- Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A a fortement augmenté sur un an en Seine-Maritime et dans l'Eure,

selon les chiffres rendus publics ce jeudi 29 janvier 2026 par France Travail.

Le 29/01/2026 à 16:44

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

15 interpellations, 11 gardes à vue... Nuit agitée en Seine-Maritime après la victoire du PSG en Ligue des cha

Robin Dussenne

~2 minutes

La finale de la Ligue des champions opposant le Paris Saint-Germain à Arsenal a rassemblé de nombreux fans dans le département, avec parfois quelques troubles à l'ordre public.

Les services de l'Etat et les forces de l'ordre le savaient. En Seine-Maritime, comme ailleurs, ils allaient être pleinement mobilisés à l'issue de la finale de la Ligue des champions entre le PSG et Arsenal, samedi 30 mai.

Si dans la majorité des cas, la fête fut belle sans débordements, la police et les secouristes sont intervenus tout au long de la soirée, notamment à Rouen, au Havre et Elbeuf.

D'après la préfecture de la Seine-Maritime, 5 personnes ont été interpellées à Rouen, avant d'être placées en garde à vue. Trois policiers ont été légèrement blessés et deux véhicules de service, dégradés. Au Havre, 10 personnes ont été interpellées, dont 6 placées en garde à vue. Les forces de l'ordre ont également adressé quatre contraventions. Trois fonctionnaires de police, là aussi, ont été légèrement blessés. À Elbeuf enfin, des tirs de mortier ont eu lieu sans causer de dégâts.

À Rouen, d'après l'Autobus du Samu social, des bénévoles en train de participer à une maraude ont été *"encerclés, insultés et victimes de crachats"* : un comportement *"injustifiable et inacceptable"*, peut-on lire dans une publication Facebook.

Les pompiers du département sont intervenus à 26 reprises sur des événements en lien avec la finale, pour des départs de feux et la prise en charge de blessés légers.

Au total, on dénombre 9 poubelles brûlées au Havre et 4 à Rouen.

Seine-Maritime. Une nuit agitée dans le département après la victoire du PSG en Ligue des champions

Charles Turcant

3-4 minutes

La nouvelle victoire du Paris Saint-Germain en Ligue des Champions, samedi 30 mai, a donné lieu à de belles images de joie, un peu partout en France... mais aussi à de nouveaux débordements. La nuit de samedi à dimanche aura été animée jusqu'à très tard.

La Préfecture de Seine-Maritime indique qu'un *"retour au calme"* n'a eu lieu que *"vers 1h30 du matin"*, tandis que le match avait commencé à 18 heures et s'était terminé aux alentours de 21 heures, après prolongations et séances de tirs au but face aux Londoniens d'Arsenal pour les joueurs parisiens.

Quinze interpellations

La mobilisation des forces de l'ordre dans le département a mené à *"15 interpellations : 11 placements en garde à vue et 4 contraventions"*, précise la Préfecture. *A Rouen, cinq individus ont été interpellés et placés en garde à vue. Trois fonctionnaires de police ont été légèrement blessés et deux véhicules de service ont été dégradés. Au Havre, 10 individus ont été interpellés, 6 ont été placés en garde à vue et 4 contraventions ont été dressées. Trois fonctionnaires de police ont été légèrement blessés."* Par ailleurs, à Elbeuf, des tirs de mortiers ont été recensés, *"sans occasionner de*

dégâts". D'après nos informations, des véhicules stationnés ont également été détériorés, notamment à Rouen.

- **A lire aussi.** [Dieppe. Une personne sauvée de la noyade par des témoins puis les secours](#)

Un véhicule d'intervention ciblé

De leur côté, les sapeurs-pompiers ont réalisé 26 interventions, au cours de la soirée et de la nuit, sur des événements en lien avec la finale de la Ligue des champions ; *"notamment pour des départs de feux et la prise en charge de blessés légers"*. On dénombre 9 poubelles brûlées au Havre et 4 à Rouen. Des dégâts ont également été occasionnés sur un véhicule d'intervention à la suite de jets de projectiles.

Un mort à Paris

A échelle nationale, d'après les chiffres mis à jour dimanche midi, environ 780 interpellations en lien avec ce match de football ont lieu dans tout le pays au cours de la nuit ; avec près de 300 gardes à vue actées dans la seule ville de Paris. Le nombre d'interpellations est en hausse de près d'un tiers, par rapport à l'agitation qui avait suivi la première victoire en Ligue des champions du PSG, l'an passé.

Le ministère de l'Intérieur indique, par ailleurs, que plus de 200 participants ont été blessés au cours de la nuit, dont huit grièvement. Un décès a été recensé, dimanche matin : celui d'un conducteur de deux-roues accidenté cette nuit, au niveau de la porte Maillot, à Paris. Pour autant, dimanche midi, le ministre Laurent Nuñez a parlé d'une *"situation globalement sous contrôle"*, avec des *"débordements"*, *"troubles à l'ordre public"* et des *"violences urbaines"* ; mais *"systématiquement une réponse policière"*. Il a pointé un *"usage accru"* des tirs de mortiers.

En Seine-Maritime, 15 interpellations, tirs de mortier et policiers blessés après la victoire du PSG

Gaspard Lagnel

4-5 minutes

En Normandie aussi, il y avait du monde jusqu'à tard dans la nuit du samedi 30 mai 2026 pour célébrer la victoire du Paris-Saint-Germain en Ligue des Champions. Du Havre à Rouen, des débordements ont parfois pris le pas sur la liesse et l'esprit de fête.



Beaucoup de Rouennais ont suivi le match en terrasse, comme ici place de l'Hôtel de Ville. - Photo Paris-Normandie/Gaspard Lagnel



Par Gaspard Lagnel

Publié: 31 Mai 2026 à 13h35 Temps de lecture: 2 min

De quoi gâcher un peu la fête. Samedi soir, [le Paris-Saint-Germain a remporté à Budapest sa deuxième Ligue des Champions de football en s'imposant contre Arsenal \(1-1, 4-3 aux tirs-aux-buts\).](#)

Après le match, [les célébrations se sont poursuivies dans les rues normandes](#) jusque tard dans la nuit. Et plusieurs débordements ont été constatés.

À Rouen, le cabinet du préfet de la Seine-Maritime annonce que 5 individus ont été interpellés et placés en garde à vue. Dans le même temps, trois fonctionnaires de police ont été légèrement blessés. Côté dégâts matériels, deux véhicules de police ont été dégradés et quatre poubelles incendiées.

Tirs de mortier à Elbeuf, 10 interpellations au Havre

La fête a également été entachée à Elbeuf, la préfecture faisant état de tirs de mortier qui n'ont pas occasionné de dégâts.

Au Havre, 10 individus ont été interpellés, 6 ont été placés en garde à vue et 4 contraventions ont été dressées. Trois fonctionnaires de police ont été légèrement blessés.

De leur côté, les sapeurs-pompiers sont intervenus à 26 reprises pour des besoins en rapport avec le match du club parisien, notamment pour des départs de feux et la prise en charge de blessés légers. Bien que certains supporters aient continué la fête dans des établissements de nuit, la préfecture déclare que le calme est revenu vers 1h30 du matin dans l'ensemble du département.

Résultats sportifs Retrouvez les résultats de tous les sports chaque jour [en cliquant ici](#) Lire aussi





[Au Petit-Quevilly, ces médiateurs veillent le soir sur les quartiers prioritaires : « on n'est pas la police »](#)



[La Métropole Rouen Normandie « continue sa mise au vert » : 14 camions électriques désormais déployés](#)





[Rugby – Élite 2 féminine : les Valkyries surclassent la Section Paloise et filent en finale !](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Le Havre](#) [Le Havre \(Seine-Maritime\)](#) [Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Au Petit-Quevilly, ces médiateurs veillent le soir sur les quartiers prioritaires : « on n'est pas la police »](#)



[La Métropole Rouen Normandie « continue sa mise au vert » : 14 camions électriques désormais déployés](#)



[32 pompiers mobilisés à Bois-d'Ennebourg, près de Rouen, pour éteindre l'incendie d'une maison](#)





[Rugby – Élite 2 féminine : les Valkyries surclassent la Section Paloise et filent en finale !](#)



[Café, fluffy pancakes et toutou bar : Kumi baigne Rouen dans la culture coffee shop de Corée du Sud](#)



[« On en profite enfin ! » : après onze ans de fermeture, cette église de Rouen retrouve ses visiteurs](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Procès Lafarge : un recours déposé contre l'arrêté autorisant le survol de drones dans le centre-ville de Rouen

Marianne Naquet

~2 minutes

Publié le lundi 1 juin 2026 à 8:55

Une avocate rouennaise a déposé ce lundi 1^{er} juin 2026 un recours, un référé suspension au tribunal administratif de Rouen, pour faire annuler l'arrêté pris par la préfecture le 31 mai 2026 qui autorise le survol de drones, en marge du procès Lafarge.

Un recours a été déposé le 1^{er} juin 2026 par une avocate rouennaise pour tenter de **faire annuler l'arrêté** [pris par la préfecture de la Seine-Maritime](#), ce 31 mai. Maître Chloé Chalot annonce à ICI Normandie l'avoir déposé peu après 8h, devant le tribunal administratif de Rouen. Le préfet a autorisé le survol du centre-ville de Rouen par deux drones pendant deux jours, le 1^{er} et le 2 juin, en marge du procès Lafarge où quatre militants écologistes sont jugés pour association de malfaiteurs et dégradations.

La zone est délimitée par les axes suivants : "le boulevard des Belges, le boulevard de la Marne, le boulevard de l'Yser, le boulevard de Verdun, le boulevard Gambetta ainsi que le quai de Paris, le quai de la Bourse et le quai du Havre."

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- La flamme olympique passera par la Seine-Maritime le vendredi 5 juillet 2024 en amont des JO de Paris. Découvrez le parcours du relais dans le département dans le détail.

Le 27/06/2024 à 16:06

- Hervé Demeules.

Le 25/01/2023

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Criquetot-l'Esneval. Opération de gendarmerie au collège : un couteau retrouvé

Ghislain Annetta

~2 minutes

Un élève a-t-il eu peur qu'on le découvre dans son sac de cours ou dans sa poche ? Les gendarmes, guidés par plusieurs collégiens, ont retrouvé un couteau de marque "Stanley" au sol, vendredi 29 mai, devant le collège l'Oiseau-Blanc de Criquetot-l'Esneval.





Couteau retrouvé au sol devant le collège l'Oiseau-Blanc à Criqueval-l'Esneval - Ghislain ANNETTA

Environ 770 collégiens

Cette trouvaille ne s'est pas faite dans n'importe quelle condition. Des militaires de la communauté de brigades de Criqueval-l'Esneval ont été engagés, ce jour-là aux entrées de 8 heures et 9 heures, dans une opération de contrôle des sacs ainsi que dans une vérification à l'intérieur des cars scolaires. L'établissement compte environ 770 collégiens. Les forces de l'ordre locales ont reçu l'appui de deux collègues du peloton de surveillance de la compagnie de Fécamp.

- **A lire aussi.** [Seine-Maritime. Une nuit agitée dans le département après la victoire du PSG en Ligue des champions](#)

Un chien spécialisé dans la recherche de stupéfiants

Le chien, spécialisé dans la recherche de produits stupéfiants, de la brigade cynophile du Havre a été sollicité. Le policier municipal, la direction du collège ainsi que des élus locaux étaient présents. Une opération du même genre a été organisée récemment au collège André-Gide de Goderville

L'entretien des écoles publiques au Havre pose question

7-8 minutes

A l'école Bouchor, après chaque épisode de pluie importante, le hall de l'entrée est inondé. © Aucun(e)

Diffusé le lundi 1 juin 2026 à 7:31

Publié le lundi 1 juin 2026 à 7:31

Des infiltrations d'eau, des inondations régulières, des peintures qui s'écaillent, une isolation qui laisse à désirer, de l'amiante, au Havre, les écoles sont en piteux état. C'est ce que nous confie ce matin sur ICI Normandie des parents d'élèves, syndicaliste et enseignant.

Que se passent-ils dans **les écoles du Havre** ? Vous allez l'entendre, elle seraient **en piteux état**, enfin pas toutes car il y a tout de même chaque été des rénovations dans plusieurs établissements. Mais sur les 91 écoles publiques de la cité Océane, beaucoup seraient en attente de travaux importants. Les établissements publics Havrais accueillent 14 000 enfants de la maternelle au primaire et forcément les parents comme la communauté éducative s'inquiètent.

Des bâtiments qualifié de "délabrés, vétustes et dangereux"

Début mai, à plusieurs reprises les élèves de l'école Bouchor ont dû chausser les bottes pour aller en classe raconte cette parent d'élève élu au conseil d'école.

"Le préau, une des classe et la cantine étaient complètement inondés. ça venait a priori du plafond donc avant l'arrivée des enfants à 8h30 les ATSEM étaient en train d'éponger alors que ce n'est pas du tout leur fonction. Elle ne peuvent pas s'occuper des enfants du coup."

A l'autre bout de la ville, dans une école REP +, réseau éducation prioritaire, même constat de dégradation par cet enseignante qui a

souhaité resté anonyme : **"le bâtiment dans lequel je travaille je le qualifierai de très délabré, vétuste et dangereux".**

Là en plus **des moisissures, des peintures décollées** sur les murs, que tripotent les élèves avec leurs petites mains, c'est **l'amiante qui inquiète** cette enseignante : *"il a été fait dans l'école il y a 4 ou 5 ans une inspection de l'Education Nationale. Dans le rapport il est écrit que le bâtiment présente de l'amiante sur les dalles de sol et de plafond et il nous recommande de ne rien accrocher au plafond type frise chronologique ou guirlandes, tout ce que les enseignants aiment bien accrochés dans les classes. Le problème c'est que les plafonds sont très endommagés, ils datent des années 1970 il n'y a quasiment jamais eu de travaux."*

"Derrière les discours la priorité n'est pas du tout donnée aux écoles"

Cette enseignante est d'autant plus troublée que les inspections de la mairie confirmaient la présence d'amiante puis après la venue d'une nouvelle entreprise, revirement selon elle, il n'y aurait pas d'amiante d'après l'entreprise.

Et c'est bien ce que pointe du doigt le syndicat SNUIPP FSU, majoritaire chez les enseignants du primaire. Christophe Amon le délégué au Havre remarque **ce manque d'entretien courant hors gros travaux de rénovation**. Egalement professeur des écoles remplaçant, il en a vu des établissements :

*"J'étais habitué aux écoles du Havre et j'ai découvert qu'à la campagne, beaucoup d'écoles étaient bien isolées, agréables, jolies et fonctionnelles. Moi je me dis que au Havre, **derrière les discours la priorité n'est pas du tout donnée aux écoles.**"*

C'est le même sentiment pour les parents d'élèves de l'école Bouchor. Régulièrement le souci d'infiltration et d'autres sont signalés en conseil d'école, les parents ont même envoyé une lettre à la mairie le 11 mai dernier :

"ça fait 10 ans et on nous dit "oui oui" mais il ne se passe jamais rien. Je suis hyper choquée parce que c'est une école qui est pédagogiquement bien, tout le monde est impliqué, c'est une grosse école avec 9 classes de maternelles donc c'est inadmissible qu'on ne nous répondent pas ! Comme si ce n'était pas important... on parle de maternelles ils ont entre 3 et 6 ans, c'est tout petit."

Autre problématique dénoncée par les parents d'élèves, la

semaine dernière avec la chaleur, cela fait aussi 10 ans qu'à l'école Bouchor on attend des filtres occultants pour les fenêtres.

- [Le Havre](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Chantiers – Travaux](#)
- [École](#)
- [École primaire](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Écoutez d'autres épisodes de l'émission

[Passer la section](#)

Le Manoir du Val, à Mesnil-en-Ouche (Eure), commercialise depuis une quinzaine de jours un cidre sans alcool. C'est une première en France pour un cidre fermier et biologique. L'élaboration de la recette a demandé des mois de travail pour répondre aux nouvelles attentes des consommateurs.

Le 01/06/2026

C'est un chantier déterminant pour l'avenir du port du Havre, celui du chenal de la châtière. Un chantier à 197 millions d'euros qui emploie actuellement une centaine de personnes 24 heures sur 24, qui travaillent en fonction des marées, et qui doit se terminer en 2027.

Le 29/05/2026

Les fortes chaleurs depuis quelques jours ont provoqué la réapparition des chenilles processionnaires du chêne dans l'Eure bien plus tôt que la normale. Les poils urticants de ces insectes provoquent des démangeaisons et certaines communes prennent des mesures.

Le 29/05/2026

Depuis le début de cette vague de chaleur, ces derniers jours, les urgences du CHU de Rouen enregistrent une hausse de 20% des admissions pour des malaises ou des coups de chaud, alors que ce mercredi, la température à l'ombre approché les 35 degrés.

Le 28/05/2026

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- Le conseil départemental de l'Éducation nationale s'est réuni ce lundi en préfecture de l'Eure et a livré ses arbitrages de la carte scolaire de la rentrée 2026. Près de 60 classes vont fermer, et cinq ouvrir dans les écoles maternelles ou primaires du département.

Le 14/04/2026

- Les enseignants de l'école de Romilly-sur-Andelle (Eure) étaient en grève ce mardi 19 mai. Ils dénoncent des actes de violences commis depuis la rentrée de septembre par un petit groupe d'élèves, dont certains en situation de handicap et espèrent qu'une solution va être trouvée.

Le 20/05/2026

- En 2016, l'école de Saint-Hellier, dans le pays de Bray, a failli fermer. Dix ans plus tard, ICI Normandie revient sur le combat gagnant du maire et des habitants, à l'occasion du dévoilement des résultats du volet éducation de la consultation Ma commune, mon maire et moi, ce mercredi 21 janvier.

Le 21/01/2026

- Depuis une semaine, les parents d'élèves de Berville-sur-Seine se mobilisent contre la fermeture annoncée d'une classe de l'école maternelle du village. Mardi 7 avril, ils ont tracté au rond-point de Maison-Brûlée à l'heure de pointe, avant une échéance cruciale pour la carte scolaire.

Le 08/04/2026

Au Petit-Quevilly, ces médiateurs veillent le soir sur les quartiers prioritaires : « on n'est pas la police »

Cécile Frangne

6-8 minutes

Depuis le mois d'avril 2026, trois médiateurs de l'association Médiaction sillonnent, le soir, les quartiers prioritaires de la Piscine et de Saint-Julien, en lien avec la mairie et plusieurs bailleurs. Reportage.



Par [Cécile Frangne](#)

Publié: 1 Juin 2026 à 08h35 Temps de lecture: 1 min

Avec leurs tee-shirts rose fluo, impossible de les manquer dans le quartier : vendredi 22 mai 2026, il est 18 heures pétantes lorsque Laurie, Laïs et Mamadou débutent leur « *tour d'ambiance* » sur la plaine des sports du Petit-Quevilly. « *On n'est pas des fashion victimes, mais au moins on est visibles* », rigole la première. Depuis avril 2026, ces trois médiateurs de l'association Médiaction sillonnent à pied, entre 18 heures et 1 heure du matin, les quartiers prioritaires de la Piscine et de Saint-Julien.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Désamorcer les conflits »

Un dispositif lancé par la mairie en lien avec les bailleurs LogiRep et Seine-Habitat pour résoudre « *les problèmes de tranquillité publique dans les quartiers d'habitats collectifs* », explique la maire socialiste Charlotte Goujon. « *Si Seine-Habitat faisait déjà appel à des médiateurs, ils ne pouvaient intervenir sur l'espace public. À l'inverse, ceux de la Ville ne pouvaient entrer dans les parties communes des immeubles. Désormais, ces agents de tranquillité sont capables d'intervenir dans les deux cadres* ».

« *Notre rôle, c'est d'aller au contact des habitants et de leur demander leur ressenti et leurs éventuelles demandes* », détaille Laurie, chargée de mission de l'association. De faire remonter également les signalements d'incidents ainsi que les dégradations constatées sur leur parcours, consignés dans un rapport envoyé quotidiennement en mairie. « *Mais attention, on n'est pas la police et on ne l'appelle qu'en cas de violences*, insiste-t-elle. *Notre métier, c'est de désamorcer les conflits* ».

« *Attention, on n'est pas la police et on ne l'appelle qu'en cas de violences. Notre métier, c'est de désamorcer les conflits* ».

Laurie Leray, Chargée de mission pour l'association Médiaction
Depuis le début de leur mission, les trois agents de tranquillité ont été plutôt confrontés « *à des problèmes de voisinage localisés* ». « *Certaines personnes qui jettent des déchets depuis leur balcon, d'autres qui s'introduisent dans les parties communes et sur les toits des immeubles* », énumère Laïs, la coordinatrice. L'un des premiers soirs, alors qu'ils intervenaient pour du tapage nocturne, « *une locataire d'un appartement, alcoolisée, a ouvert la porte entièrement nue* », raconte Mamadou, encore hanté par la scène.

« On revient de loin »

Ce soir-là, l'attention des médiateurs se porte sur une barrière à terre située sous la rampe d'accès au skatepark, donnant directement sur le talus de la Sud III. « *Ça fait plusieurs fois que des jeunes la casse pour se faufiler en-dessous* », souffle Laurie, avant de

s'engager dans l'ouverture. Quelques secondes plus tard, un groupe de jeunes garçons en ressort à la file indienne. « *C'est ultra-dangereux, un mauvais pas et tu peux tomber sur la voie rapide* ».



Une barrière située sous la rampe d'accès au skatepark, donnant directement sur le talus de la Sud III a été cassée. - Photo Paris Normandie

Après avoir photographié les restes d'un barbecue sauvage, le trio redescend en direction du parc Gauguin et croise un groupe d'hommes installé sur la pelouse à côté d'un barbecue éteint. Le rappel des règles reste cordial... et se termine même par une blague : « *Monsieur et Madame Ité ont une fille. Comment s'appelle-t-elle ?* », improvise l'un d'entre eux. « *Lais* », rigole-t-il en regardant la médiatrice.





Les trois médiateurs signalent chaque incident sur leur parcours. -
Photo Paris Normandie

Arrivés au parc Gauguin, où le « *partage de l'espace* » entre jeunes peut être source de conflit, ils sont immédiatement salués par un groupe d'ados. « *Vous êtes mieux en rose, elles faisaient vieilles vos vestes orange* », se moque Farah, 14 ans. La jeune fille aux cheveux bouclés connaît les médiateurs depuis qu'ils sont intervenus lors d'une bagarre où « *elle a failli se faire taper* ». « *C'est bien, mais il faudrait qu'ils soient là plus tôt* », juge Meïssa à ses côtés.

« *Les premiers jours, il y avait une méfiance totale, ils nous demandaient si on était de la police, se souvient Laurie. Des jeunes nous ont même testés en jetant des mortiers dans notre direction. Maintenant, ils commencent à s'habituer à nous. On revient de loin* ».

Les agents de tranquillité publique interviennent du mardi au samedi de 18h à 1h.
Il est possible de les contacter au 07 86 77 29 63.

Lire aussi





[La Métropole Rouen Normandie « continue sa mise au vert » : 14 camions électriques désormais déployés](#)



[Rugby – Élite 2 féminine : les Valkyries surclassent la Section Paloise et filent en finale !](#)



[Café, fluffy_pancakes et toutou bar : Kumi baigne Rouen dans la culture coffee shop de Corée du Sud](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Petit-Quevilly \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Au Petit-Quevilly, ces médiateurs veillent le soir sur les quartiers prioritaires : « on n'est pas la police »](#)





[La Métropole Rouen Normandie « continue sa mise au vert » : 14 camions électriques désormais déployés](#)



[32 pompiers mobilisés à Bois-d'Ennebourg, près de Rouen, pour éteindre l'incendie d'une maison](#)



[Rugby – Élite 2 féminine : les Valkyries surclassent la Section Paloise et filent en finale !](#)





[Café, fluffy pancakes et toutou bar : Kumi baigne Rouen dans la culture coffee shop de Corée du Sud](#)



[« On en profite enfin ! » : après onze ans de fermeture, cette église de Rouen retrouve ses visiteurs](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

« Un peu comme une béquille » : une nouvelle pension de famille ouvre à Rouen pour les personnes vulnérables

Salomé Julé

5-6 minutes

À Rouen, une nouvelle pension de famille accueille des personnes fragilisées dans des studios équipés, avec un accompagnement quotidien et des espaces collectifs.



Dans la pension de famille Océanite, « l'ambiance collective » est essentielle pour les résidents. - Paris-Normandie

Par Salomé Julé

Publié: 31 Mai 2026 à 17h35 Temps de lecture: 2 min

Résidence Océanite. C'est le nom de la nouvelle pension de famille qui a ouvert ses portes, le 1er mai 2026, rue Anatole France, à Rouen. Elle comprend 24 logements destinés à « *des personnes parfois isolées avec des parcours de vie un peu chaotiques* », résume le directeur Johann Nebel.

« *Une pension de famille, c'est l'autonomie mais pas tout seul, c'est un peu comme une béquille* », poursuit-il, précisant que les séjours - qu'ils soient temporaires ou illimités - se déroulent dans des studios d'environ 20 m² équipés d'une cuisine et d'une salle de bains.

La pension de famille est installée dans un bâtiment datant de 1869, qui fut légué à l'Armée du Salut en 1935. Le lieu fut d'abord un centre d'hébergement. « *C'est une structure qui a subi l'évolution des politiques sociales* », explique Johann Nebel.

« Un chantier complexe »

Des travaux de réhabilitation ont débuté dans l'édifice en septembre 2023, « *ce n'était plus aux normes* ». L'ancien bâtiment regorgeait de secrets - « *on a découvert des portes et des cloisons cachées* » - ce qui a rendu plus compliquée que prévu la rénovation. Aujourd'hui, tout a été refait de fond en comble, tout en respectant l'architecture du bâtiment.





Un œil-de-bœuf conservé dans un des logements de l'Océanite, à Rouen. - Paris-Normandie

Une structure pour retrouver la stabilité

Les 24 logements sont accompagnés d'espaces communs - une cuisine, une buanderie et une salle de convivialité. « *L'ambiance collective* » est essentielle pour les résidents, elle se traduit par un café matinal partagé avec les hôtes et deux à trois activités hebdomadaires.

Les hôtes offrent un cadre sécurisant et stable dans la pension de famille et accompagnent les résidents dans la vie quotidienne et dans l'accès au droit commun.

Au total, on dénombre 330 places en pension de famille dans le département de la Seine-MARitime, dont 204 dans la métropole de Rouen.

Fin mai 2026, la 6e édition de la Semaine nationale des pensions de famille a été organisée, partout en France, à l'initiative de la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL), de l'Unaf ou encore de la Fondation pour le logement des défavorisés. Chaque année, l'ambition est de renforcer la visibilité des pensions de famille et des résidences accueil auprès des élus locaux et des riverains.

Lire aussi





Au Petit-Quevilly, ces médiateurs veillent le soir sur les quartiers prioritaires : « on n'est pas la police »



La Métropole Rouen Normandie « continue sa mise au vert » : 14 camions électriques désormais déployés





[Rugby – Élite 2 féminine : les Valkyries surclassent la Section Paloise et filent en finale !](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Au Petit-Quevilly, ces médiateurs veillent le soir sur les quartiers prioritaires : « on n'est pas la police »](#)





[La Métropole Rouen Normandie « continue sa mise au vert » : 14 camions électriques désormais déployés](#)



[32 pompiers mobilisés à Bois-d'Ennebourg, près de Rouen, pour éteindre l'incendie d'une maison](#)





[Rugby – Élite 2 féminine : les Valkyries surclassent la Section Paloise et filent en finale !](#)



[Café, fluffy pancakes et toutou bar : Kumi baigne Rouen dans la culture coffee shop de Corée du Sud](#)



[« On en profite enfin ! » : après onze ans de fermeture, cette église de Rouen retrouve ses visiteurs](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Ces professionnels de santé touchent un salaire fixé 50 € en dessous du SMIC en Seine-Maritime

Augustin Bouquet des Chaux

4-5 minutes

Des salariés de l'association Sésame autisme Normandie à Saint-Victor-l'Abbaye protestent contre la non-réévaluation de leurs salaires qui n'ont pas évolué depuis plus de dix ans.

Sur le même thème

[Handicap](#)

[Médecins](#)

[Santé](#)

Article réservé aux abonnés



Les salariés de Sésame autisme Normandie de Saint-Victor-l'Abbaye près de Dieppe (Seine-Maritime) protestent contre la non-réévaluation de leurs salaires. ©Kévin Viandier

Par [Augustin Bouquet des Chaux](#) Publié le 30 mai 2026 à 12h55

À [Saint-Victor-l'Abbaye](#) près de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), un vent de colère souffle au sein de l'association **Sésame autisme Normandie**. Cette dernière a pour mission d'accueillir les personnes en situation de handicap et emploie 48 professionnels du **médico-social**. Aujourd'hui, ce sont ces derniers qui font entendre leurs voix. « Cela va faire 10 ou 12 ans que nos salaires n'ont pas été réévalués », souffle **Kévin Viandier**, qui travaille au sein de la structure depuis 23 ans et qui est le porte-parole des salariés. Dans le domaine du médico-social, les salaires sont définis selon une **convention collective** établie en 1966 pour les acteurs privés comme Sésame autisme Normandie. « Lorsque j'ai commencé en 2003, un jeune débutant diplômé, puisque l'État oblige les gens à avoir un diplôme pour commencer dans ce milieu, avait un salaire supérieur au SMIC, environ 200 € de plus », souligne Kévin Viandier. Aujourd'hui, avec la revalorisation du SMIC, le salaire prévu par la convention collective pour un débutant est inférieur de 50 € au salaire minimum.

L'employeur compense pour ne pas être dans l'illégalité

« C'est l'employeur qui compense parce qu'en France c'est interdit de payer quelqu'un en dessous du SMIC. Notre colère, elle n'est pas dirigée vers notre employeur mais bien vers le Gouvernement et l'État qui sont les seuls à pouvoir réévaluer la convention collective », précise Kevin Viandier.

La situation de Sésame autisme Normandie n'est pas isolée. « En France, ce sont environ 500 000 personnes qui sont couvertes par cette convention », assure le porte-parole des salariés. Ce dernier n'a pas ménagé ses efforts pour se faire entendre.

Les partis politiques contactés

Il a choisi d'envoyer cinq lettres recommandées aux cinq plus gros partis politiques de France, à savoir le Parti socialiste, le Rassemblement national, la France Insoumise, Les Républicains et Renaissance. « À un an de l'élection présidentielle, l'objectif c'est de trouver quelqu'un qui porte nos revendications », continue Kévin Viandier.

Il a également envoyé un courrier à l'Agence régionale de santé et au conseil départemental. « Je n'ai pas eu de réponse des partis, si ce n'est La France Insoumise qui m'a renvoyé le courrier tel que je l'avais envoyé, mais je n'ai pas eu de réponse non plus de l'ARS et du Département alors que ce sont nos gros financeurs. »

Pour l'instant, les salariés n'envisagent pas de faire grève, pas par manque de volonté mais par manque de moyens. « Nous ne pouvons pas faire grève. Il y a des mamans solos qui ne peuvent simplement pas se le permettre », conclut Kévin Viandier.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

PHOTOS. Serre sur le toit, logements sociaux avec vue sur mer : une étonnante résidence ouvre en Seine-Maritime

Mathieu Te Morsche

5-6 minutes

Jeudi 28 mai 2026, la nouvelle résidence Biomarine a été inaugurée à Dieppe (Seine-Maritime). Les 60 logements sociaux modernes voient progressivement leurs habitants arriver.

Sur le même thème

[Logement](#)

[Logements sociaux](#)



La résidence Biomarine à Dieppe (Seine-Maritime) abrite 60 logements sociaux. ©Les Informations dieppoises

Par [Mathieu Te Morsche](#) Publié le 29 mai 2026 à 11h58

Sur le site de la Biomarine à [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), le passé et le présent se rejoignent. C'est donc Patrice Bocquet, petit-fils de **Marcel Bocquet**, fondateur des laboratoires de la Biomarine, qui a commencé la visite du site où a été construite une nouvelle résidence par le bailleur **3F Normandie**.

Elle a été inaugurée jeudi 28 mai 2026. « C'est une nouvelle page qui s'ouvre », se satisfait Patrice Bocquet.



Patrice Bocquet, petit-fils du fondateur des laboratoires La Biomarine, a retracé l'histoire de l'entreprise. ©Les Informations dieppoises

Soixante logements sociaux

Au total, 60 [logements sociaux](#), dans deux bâtiments, ont été construits rue Montigny, du T2 de 53 m², jusqu'au T4 de 103 m². Les deux bâtiments sont équipés d'une **serre collective**, où les habitants ont déjà commencé à planter leurs semences.

Chaque appartement est équipé d'un **balcon** mais aussi d'une place de parking en souterrain. Les logements ont été conçus pour être **économes** en énergie.

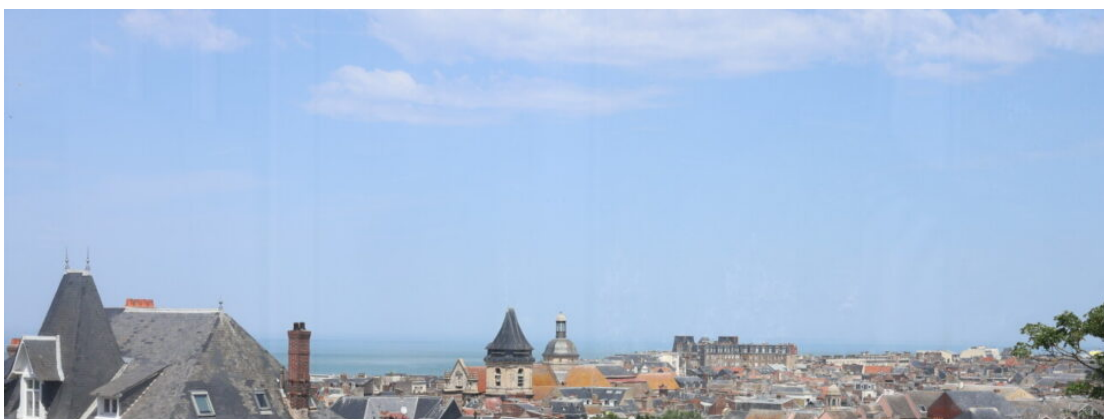


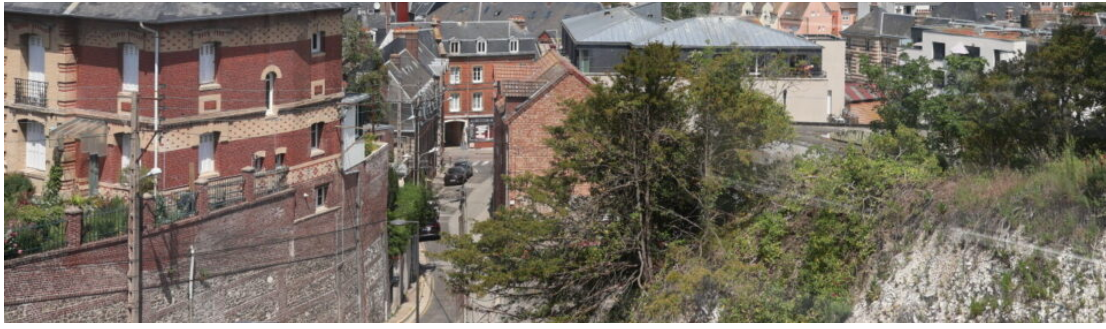
Deux serres collectives sont à disposition des habitants de la résidence Biomarine à Dieppe. ©Les Informations dieppoises

Vidéos : en ce moment sur Actu

Les nouveaux habitants ont commencé à s'installer dans les logements sociaux depuis la fin avril. « Ce sont des logements adaptés pour les aînés comme nous », sourit Daniel Lefèvre, 76 ans, qui a emménagé avec son épouse en avril dans un T2.

Il se plaît dans son nouvel appartement. « Il y a un moment qu'on avait fait la demande pour un logement social, il y a quatre ans et demi, et là nous avons eu l'opportunité », retrace-t-il.





Certains appartements ont une belle vue sur la ville de Dieppe.

©Les Informations dieppoises

Une opération à 12 millions d'euros

Christine Dupré, qui habitait dans le centre-ville, va elle aussi bientôt déménager dans la Biomarine, en juin. « J'ai un T2 de 53 m². J'ai visité avec ma fille et c'est vraiment **super** », s'enthousiasme-t-elle.



Les nouveaux logements de la Biomarine à Dieppe ont été inaugurés jeudi 28 mai 2026. ©Les Informations dieppoises

Pour 3F Normanvie, qui a financé à hauteur de 10 millions d'euros cette résidence à **12,2 millions**, cette inauguration marque le début d'une série de livraisons de logements à Dieppe, avec bientôt 30 logements à **Janval**, puis 22 logements à **Neuville**, avant de

s'attaquer au quartier du [Val-d'Arquet 2](#).

« Cette opération de la Biomarine illustre notre engagement global sur ce bassin d'emploi aujourd'hui devenu un exemple national en matière de **réindustrialisation** », souligne Jean-Jacques Gasly, président de 3F Normandie.



Les logements vont du T2 au T4. ©Les Informations dieppoises

Il se satisfait de voir 3F Normandie « intervenir là où d'autres acteurs immobiliers ne vont pas. Nous savons construire en centre-ville, mais nous savons aussi redonner vie à des friches industrielles complexes », assure Jean-Jacques Gasly.

L'histoire de la Biomarine

C'est en 1911 que Marcel Bocquet crée les laboratoires La Biomarine et s'installe rue Théophile-Gelée, au Bout-du-Quai à Dieppe, avec pour idée de proposer des médicaments à base d'eau de mer. Il achète des brevets à André Cussac pour fabriquer le fameux Marinol, produit phare de l'entreprise. En 1919, la Biomarine déménage rue Montigny. La production de médicaments atteint même 800 000 unités en 1928. Dès 1975, l'activité se diversifie peu à peu pour se tourner vers la logistique.

Aujourd'hui la Nouvelle Biomarine, ou LNB, est installée à Criquetot-sur-Longueville.

Nicolas Langlois, maire de Dieppe, et Sébastien Jumel, président de l'Agglomération Dieppe-Maritime, ont tous deux rappelé que le projet était dans les cartons depuis longtemps, mais que celui-ci a tardé à cause de recours.

Le second a souligné que 3 200 [logements](#) vont voir le jour dans les quatre prochaines années sur le territoire de l'Agglo.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Santé. Dengue, chikungunya... Pourquoi 2026 s'annonce à haut risque

Le Courrier Cauchois

~3 minutes

L'année 2025 a été marquée par un nombre sans précédent de cas de chikungunya recensés en métropole, avec 809 cas autochtones. Par ailleurs, 30 cas autochtones de dengue ont été rapportés en métropole et 60 cas d'infection par le virus du Nil occidental. Pour la première fois, certaines régions ont signalé sur leur territoire des cas autochtones de chikungunya - Bourgogne-Franche-Comté, Grand Est, Nouvelle-Aquitaine - et du virus du Nil occidental - Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Normandie.

Le moustique-tigre partout en France

Reconnaissable à ses rayures noires et blanches, le moustique-tigre (*Aedes albopictus*) est particulièrement préoccupant car c'est lui qui peut transmettre la dengue, le chikungunya et le virus Zika. Il est aujourd'hui présent dans 83 départements sur 96 et reste actif de mai à novembre. Le virus du Nil occidental, lui, est transmis par le moustique commun (*Culex pipiens*).

La prolifération du moustique-tigre est liée à la présence de gîtes larvaires, ces petites zones d'eau stagnante où la femelle pond ses œufs. Pour limiter la présence d'*Aedes albopictus*, supprimez les eaux stagnantes autour de votre domicile - coupelles de pots de fleurs, objets laissés à l'extérieur comme les seaux, les arrosoirs... - en les vidant au moins une fois par semaine et couvrez les

récupérateurs d'eau de pluie ou encore les petites piscines à l'aide d'un couvercle hermétique ou d'une moustiquaire. Et pour réduire les risques d'être piqué : portez des vêtements amples et couvrants ; en balade avec un enfant, utilisez une moustiquaire de poussette ; munissez-vous d'un répulsif adapté ; empêchez les moustiques d'entrer dans votre habitation à l'aide de moustiquaires aux fenêtres et aux portes ou en utilisant un ventilateur - éloigne les moustiques qui sont dérangés par le vent produit.

Les voyageurs, clés de la transmission

Dengue, chikungunya, Zika... Ces maladies circulent activement à l'international : Amériques, Asie du Sud-Est, Afrique, Pacifique. Des épidémies touchent également les territoires d'outre-mer français. Le risque : une personne contaminée lors d'un séjour à l'étranger peut, à son retour, être piquée par un moustique-tigre local qui transmettra alors la maladie à d'autres personnes. Si vous partez en zone à risque, renseignez-vous avant le départ, protégez-vous des piqûres pendant tout votre séjour et restez vigilant jusqu'à trois semaines après votre retour.

Source : Santé publique France.

Don du sang : les réserves sous tension, l'EFS multiplie les rendez-vous en Normandie

La rédaction d'infoNormandie

3-4 minutes

Samedi 30 Mai 2026 - 11:54

À l'approche de la Journée mondiale des donneurs de sang, l'Établissement français du sang intensifie ses actions en Normandie. Face à des réserves fragilisées par les fortes chaleurs et l'approche des vacances d'été, l'EFS appelle les donneurs à se mobiliser rapidement.



Don du sang : plusieurs temps forts sont programmés sur les secteurs de Rouen, du Havre et d'Évreux. Photo de Frank Merino / Pexels

Le mois de juin sera placé sous le signe de la solidarité en Normandie. À l'occasion de la Journée mondiale des donneurs de sang, célébrée le 14 juin, l'Établissement français du sang (EFS) déploie une série d'événements destinés à sensibiliser le public et à encourager le don sous le slogan : « Tous unis par le don ».

Cette mobilisation intervient dans un contexte particulièrement délicat. Chaque année, la période estivale entraîne une baisse des dons en raison des départs en vacances, des week-ends prolongés et des changements d'habitudes. Cette situation est accentuée par les fortes chaleurs observées ces derniers jours, qui contribuent à fragiliser davantage les réserves de produits sanguins.

Des rendez-vous originaux pour attirer de nouveaux donneurs

Plusieurs temps forts sont programmés sur les secteurs de Rouen, du Havre et d'Évreux.

Le **jeudi 4 juin**, une collecte exceptionnelle sera organisée dans le cadre du **château de Trangis à Évreux, de 12 h 30 à 17 h 30**.

Le **13 juin**, les Maisons du don de **Bois-Guillaume et du Havre** proposeront une animation inédite avec une chasse au trésor immersive destinée à sensibiliser les participants à l'importance du don.

Le lendemain, à l'occasion de la Journée mondiale des donneurs de sang, plusieurs collectes mobiles bénéficieront d'animations spécifiques afin de remercier les donneurs et de favoriser la participation du plus grand nombre.

Les besoins restent constants

L'EFS rappelle que les besoins des patients demeurent quotidiens et ne diminuent pas pendant l'été. Chaque jour, des milliers de personnes nécessitent des transfusions sanguines ou des traitements à base de produits issus du don de sang, de plasma ou de plaquettes.

Face à des réserves actuellement inférieures au niveau souhaité, l'établissement invite les habitants de Normandie à prendre rendez-vous dès maintenant dans les collectes ou les Maisons du don les plus proches afin de contribuer à maintenir un niveau de

stock suffisant pour répondre aux besoins des malades.

À SAVOIR

- * Un don de sang dure environ 45 minutes, dont une dizaine de minutes de prélèvement.
- * Les hommes peuvent donner jusqu'à six fois par an, les femmes jusqu'à quatre fois.
- * Le don est possible dès l'âge de 18 ans et jusqu'à 70 ans sous certaines conditions.
- * Il est recommandé de bien s'hydrater avant et après le don, particulièrement en période de fortes chaleurs.

Voici les travaux prévus en juin à Dieppe qui peuvent modifier la circulation

Maxime Cartier

7-8 minutes

Comme chaque mois, la rédaction vous propose une liste non exhaustive des travaux à Dieppe (Seine-Maritime) pouvant temporairement perturber la circulation ou le stationnement.

Sur le même thème

[Circulation](#)

[Stationnement](#)

[Travaux](#)



Voici une liste non exhaustive des travaux prévus en juin à Dieppe (Seine-Maritime). ©Les Informations dieppoises

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 31 mai 2026 à 17h02

L'été approche doucement. Mai a été un mois un peu plus calme en termes de **travaux**, notamment avec les différents jours fériés. Mais en juin 2026, ils reprennent de plus belle. À [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), comme chaque mois, la rédaction vous propose une **liste non exhaustive** des travaux pouvant temporairement perturber la **circulation** et le **stationnement**.

La liste est mise à jour tout au long du mois et les travaux sont répartis par quartier.

Bout-du-Quai / front de mer

Boulevard de Verdun : afin de renouveler un branchement sur le réseau de gaz, entre le lundi 15 juin et le vendredi 3 juillet, la circulation est déviée sur les places de stationnement. Il ne sera donc pas possible de s'y garer.

Place du Moulin à vent : lors d'un déménagement, lundi 29 juin, le stationnement est interdit sur plusieurs emplacements.

Rue Beauregard : lors de travaux de réfection de chaussée et trottoirs, entre le lundi 8 et le mardi 30, la circulation est interdite et la rue des Bonnes-Femmes. Le stationnement est interdit et la circulation sera interdite dans ces deux rues entre le mercredi 1^{er} et le vendredi 10 juillet.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Centre-ville

Boulevard Georges-Clemenceau : lors de travaux de reprise d'espaces verts, entre le lundi 1^{er} et le mardi 30, lors du chantier, le stationnement est interdit allée François-Mitterrand, sur les places pour personnes en situation de handicap.

Grande-Rue : lors de travaux d'extension du réseau électrique basse tension, le lundi 8, de 8 h 30 à 17 h, la circulation est réduite et

le stationnement interdit sur plusieurs emplacements.

Le mercredi 17, lors d'un déménagement, le stationnement est interdit sur plusieurs emplacements.

Rue Saint-Jacques : lors d'un déménagement, samedi 6, de 14 h à 19 h, le stationnement est interdit entre la rue des Maillots et le n° 17.

Rue Victor-Hugo : les lundis 1^{er} et 8, de 9 h à 16 h, en fonction de l'avancée du chantier, la circulation est interdite. Des travaux de réparation sur le réseau d'assainissement sont programmés.

Plusieurs places de stationnement ne seront pas accessibles.

Le lundi 15, de 9 h à 16 h, la circulation est interdite afin d'effectuer des travaux de branchement sur le réseau électrique aérien.

Diverses voies

Dans le cadre de l'entretien des points d'apport volontaire enterrés, entre le lundi 8 et le vendredi 26, pour une durée ne dépassant pas la demi-journée, la circulation et le stationnement sont interdits :

- place des Acacias
- voie Huguette-Bonvoisin
- rue Cousin-Desprésaux
- allée du Sergent-Major Lucien-Dumais
- quai du Hâble
- rue Pierre Le Trividic
- rue du Docteur Pierre-Lesieur
- allée du Lieutenant-Colonel Charles-Merritt
- rue Rosa-Parks
- rue de la Rade

Mais aussi :

- rue Jacqueline-Bellec
- rue Aristide-Briand
- rue de la Caravelle
- rue du Docteur-Cassel
- rue de la Convention
- rue des Cormorans
- rue Germaine-Coty
- avenue Claude-Debussy
- rue Claude-Féron
- rue Léon-Lefebvre
- rue Guy de Maupassant
- rue du Docteur Jean-Mérault
- avenue Charles-Nicolle
- allée des Ormes
- rue Alexandre-Ribot à Neuville
- rue André-Saint-Ouen
- rue Maurice-Thiriet
- rue Maurice-Thoumyre à Neuville
- boulevard de Verdun

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

Du mercredi 24 au vendredi 26, la circulation sera réduite pour effectuer du marquage routier sur les emplacements de stationnement payant :

- rue du 8 Mai 1945

- rue Irénée-Bourgois
- rue Desmarets
- quai Duquesne
- rue de l'Épée
- boulevard du Général de Gaulle
- Grande-Rue
- rue Claude-Groulard
- rue du Haut-Pas
- rue Victor-Hugo
- rue Saint-Jean
- place Camille-Saint-Saëns
- rue Jehan-Véron

Hôpital

Rue Jules-Porte : le lundi 8, de 9 h à 17 h, la circulation est interdite lors d'installation de clôtures de chantier.

Janval

Avenue des Canadiens : afin de procéder au remplacement d'un tampon téléphonique, entre le lundi 1^{er} et le mardi 30, la circulation est réduite sur la bretelle de sortie en direction des Vertus.

Avenue Boucher-de-Perthes : lors de travaux de rescellement d'un avaloir pour les eaux pluviales, entre le lundi 8 juin et le vendredi 3 juillet, de 9 h à 16 h, pour durée maximale d'une journée, la circulation est réduite et le stationnement interdit sur plusieurs places.

Avenue Gambetta : pour les mêmes travaux, aux mêmes heures et

mêmes dates, pour durée maximale d'une journée, la circulation est déviée sur la voie centrale.

Le mercredi 3, lors d'une livraison de matériaux, le stationnement est interdit sur plusieurs emplacements.

Rue du Château-d'eau : la circulation est réduite et le stationnement interdit sur plusieurs places.

Rue Gustave-Lavieuvville : encore pour le même chantier, aux mêmes dates, la circulation est réduite et le stationnement interdit sur plusieurs emplacements.

Rue Louis-Fromager : pour ces mêmes travaux, mais entre 9 h et 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h, en fonction des travaux et durant une journée, la circulation est réduite et régulée par alternat manuel.

Neuville-lès-Dieppe

Rue Albert-Lebel : toujours pour les travaux de rescellement et aux mêmes dates, la circulation est réduite et régulée par alternat manuel. Plusieurs places de stationnement seront inaccessibles.

Rue Lombarderie : le lundi 1^{er}, la circulation es interdite lors d'une livraison de matériaux ; tle lundi 8, de 8 h 30 à 17 h, la circulation est interdite lors de travaux d'alimentation électrique.

Rue-du-Mont-de-Neuville : lors de travaux de mise en sécurité, le lundi 1^{er}, de 9 h à 16 h, la circulation est interdite.

Port

Quai du Carénage : du lundi 1^{er} au vendredi 5, de 9 h à 17 h, durant une journée, la circulation est interdite. Une réfection des travaux de voirie est programmée.

Saint-Pierre

Rue du Général-Chanzy : lors d'un déménagement, du mardi 2 au jeudi 4, le stationnement est interdit sur plusieurs emplacements.

Zac Sud

Rue de Stalingrad : lors de travaux de rescellement d'un avaloir pour les eaux pluviales, entre le lundi 8 juin et le vendredi 3 juillet, de 9 h à 16 h, pour durée maximale d'une journée, la circulation est réduite et régulée par alternat manuel.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Huit semaines de travaux, six lignes de bus déviées... Le funiculaire du Havre va fermer cet été : ce qu'il faut savoir

Matéo Lhernault

3-4 minutes

La voûte du funiculaire du Havre va subir des travaux de sécurisation cet été au Havre, occasionnant la déviation de nombreuses lignes de bus. On fait le point.

Sur le même thème

[Circulation](#)

[Travaux](#)



Le funiculaire du Havre va fermer pendant 8 semaines au Havre

Par [Matéo Lhernault](#) Publié le 30 mai 2026 à 10h52

Simultanément, **3 gros chantiers** vont perturber les déplacements des habitants du [Havre](#) cet été. Avec les [travaux de préparation de la nouvelle ligne de tramway](#) et la réfection des réseaux de canalisation et d'énergie de la rue Irène-Joliot-Curie, c'est sur la **voûte du funiculaire** du Havre que les ouvriers vont s'affairer, a annoncé Pascal Leprettre, vice-président de la [Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole](#) le jeudi 28 mai en conférence de presse.

La voûte à sécuriser

« Les travaux vont s'étaler du **6 juillet au 30 août**, ils font suite à un diagnostic qui démontre que la voûte a besoin d'être sécurisée et consolidée. Comme chaque année il y a des travaux de maintenance, il a été décidé de faire ces travaux sur la période de fermeture annuelle du funiculaire pour maintenance. », a annoncé Pascal Leprettre. Sur le site de l'intercommunalité, on apprend qu'une réfection de la chaussée sera également opérée.

Dans le détail, les travaux concerneront l'examen complet du viaduc métallique, du tunnel et des voutains, le contrôle des ouvrages pour anticiper les risques de détérioration, et la maintenance des deux voitures.

Six lignes de bus déviées

La sécurisation de la voûte va entraîner une **fermeture totale à la circulation** de la **rue Georges-Lafaurie** pendant huit semaines, en raison de l'importance des travaux. Problème : pas moins de **six lignes de bus** (C1, C3, C5, C6, C7 et C8) du [réseau LiA](#) empruntent la rue en question. Elles seront **déviées** par les rues Félix Faure en descente et la rue Clément-Marical dans le sens de la montée. La rue sera toujours accessible aux piétons et aux cyclistes pendant

une première période non précisée, avant de fermer totalement par la suite.

Quant à la **circulation automobile**, elle sera fermée pendant les **huit semaines de travaux**, des itinéraires alternatifs sont toutefois possibles par la rue de la Cavée-Verte, la rue Félix-Faure, ou encore la rue Saint-Michel. L'escalier Boisgérard n'est pas épargné, il sera fermé du 21 juillet au 27 août. Inutile de préciser que le funiculaire lui-même sera hors service lors de l'opération.



Plan des déviations possibles de la rue Georges-Lafaurie, fermée pendant 8 semaines cet été. (©ML/76actu)

Toutes les informations concernant l'avancée des travaux d'été au Havre sont à retrouver sur le site [lehavreseinemetropole](http://lehavreseinemetropole.fr).

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Seine-Maritime. Les chenilles processionnaires sont de retour : "C'est ce qui fait qu'en ce moment beaucoup de gens se grattent sans raison"

Justine Carrère

3-4 minutes

Irritation, démangeaison... En ce moment, les posts d'habitants de l'agglomération de Rouen se multiplient sur les réseaux sociaux. Tous se demandent pourquoi ils sont victimes de démangeaisons. L'une des explications, ce serait les chenilles processionnaires. Mardi 26 mai, la Ville de [Darnétal](#) a publié un post sur Facebook informant ses usagers *"qu'avec ces fortes chaleurs et à cette période de l'année, les chenilles processionnaires du chêne semblent réapparaître au Bois du Roule"*. Vendredi 29 mai, les municipalités des [Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen](#), [Saint-Aubin-les-Elbeuf](#), et [Sotteville-lès-Rouen](#) ont fait de même.

- **A lire aussi.** [Rouen. Les nuisibles de l'été sont de retour : comment s'en débarrasser ?](#)

Qu'est-ce que la chenille processionnaire et où peut-on la trouver ?

"Les chenilles processionnaires sont une espèce invasive", assure [Tony Marchand](#), dirigeant de la société [TM Destruc'Nuisibles](#). "On les trouve à partir d'octobre-novembre dans les pins et le chêne", poursuit-il. Elles font 2-3cm, sont marron avec des rayures et surtout, elles sont poilues. Leurs cocons forment des petites boules blanches dans les pins et sur les chênes, cela fait des amas de chenilles. Ces dernières sont nocives pour les animaux de compagnie : "Les poils des chenilles processionnaires sont très urticants et peuvent enflammer les palais des chats et des chiens et cela peut aller jusqu'à la mort", prévient le professionnel. Chez l'homme, cela provoque des démangeaisons et de l'urticaire. "Le poil de ces chenilles a un ardillon au bout et il se plante dans la peau

et crée des démangeaisons."



Tony Marchand, gérant de TM Destruc'Nuisibles à Malaunay, intervient à Rouen et dans l'agglomération pour des nids de guêpes, frelons asiatiques, chenilles processionnaires, etc. - Justine Carrère

"On est en pleine période d'échenillage"

"On est en pleine période d'échenillage", assure Tony Marchand. "Les chenilles quittent les pins et les chênes en procession, d'où leur nom, et c'est là que leur poil est le plus urticant." En effet avec le vent, leurs poils s'envolent et "c'est ce qui fait qu'en ce moment beaucoup de gens se grattent sans raison", explique le gérant de TM Destruc'Nuisibles. Pour limiter les démangeaisons, il conseille l'eau savonneuse et de prendre son mal en patience car cela met trois-quatre jours à partir. C'est pour cela que lorsqu'il intervient pour détruire des nids, il porte une combinaison spéciale et respecte un protocole très strict.

Les bons gestes à adopter

Si vous apercevez des chenilles processionnaires, "si vous allez en forêt, en campagne ou en ville, on ne touche pas et on ne s'approche pas. Mieux vaut faire un détour", conseille Tony Marchand. "Si elles ont peur, elles se gonflent et balancent leurs poils et là c'est la catastrophe", relate-t-il.

Pour en savoir plus sur la bonne conduite à tenir face aux chenilles processionnaires, rendez-vous sur le site de l'[Agence régionale de](#)

[santé](#) (ARS) de Normandie.

VIDÉO - Des faons sauvés grâce à des drones lors de la saison de fauche

France 3 Régions

5-6 minutes

Publié le lundi 1 juin 2026 à 7:30

Grâce à des drones munis de caméras thermiques, une association de sauvetage de faons protègent les animaux des accidents de fauchage en Seine-Maritime. Un soulagement pour les agriculteurs.

Chaque année, de nombreux jeunes cervidés sont victimes des faucheuses et autres engins agricoles. En cause : leur instinct naturel face au danger.

Lorsqu'un bruit ou une menace approche, les faons ont le réflexe de rester immobiles dans les hautes herbes plutôt que de fuir. Un comportement qui les rend particulièrement vulnérables lors des travaux agricoles.

Des drones thermiques pour repérer les animaux

Pour éviter ces accidents, les bénévoles interviennent dès l'aube, au moment où les différences de température permettent plus facilement de repérer les animaux cachés dans les parcelles.

Munis de drones équipés de caméras thermiques, ils survolent les champs avant le passage des machines agricoles.

[Ils utilisent des drones pour sauver des faons.](#)

"On va pouvoir visualiser le faon qui est plus chaud que l'herbe et on va quand même contrôler. On a un zoom pour vérifier que c'est bien un faon parce qu'on peut détecter des lièvres, des faisans, tous les animaux qu'on peut trouver dans les herbages", explique Olivier Dorson, membre de l'Association départementale de sauvetage des faons 76.

Les conditions météo jouent également un rôle essentiel dans ces opérations. *"Il fait très froid le matin, les différences de températures sont très nettes. Là ce matin, on voit des différences un peu moins*

nettes donc il va falloir être plus vigilant", poursuit-il.

"Le mettre en sécurité là où l'agriculteur ne va pas faucher"

Ce matin de mai 2026, sur six parcelles inspectées aux Grandes Ventes, près de Dieppe (Seine-Maritime), deux faons ont été repérés avant le passage des engins agricoles. Une fois localisés, les jeunes animaux sont délicatement déplacés vers une zone sécurisée en bordure de champ.

Un faon a été sauvé ! © France Télévisions - Stéphane L'hôte

"On va le mettre dans une caisse de transport pour le mettre en sécurité là où l'agriculteur ne va pas faucher. Il faut qu'il soit bien à l'ombre et protégé", détaille François Fihue, membre de l'association.

Des agriculteurs soulagés

L'action des bénévoles est également saluée par les agriculteurs, qui font de plus en plus appel à l'association avant les opérations de fauche.

Martin Tannai, agriculteur et membre de l'association, a lui-même été confronté à ces accidents par le passé. *"Moi, ça m'est arrivé deux fois, oui. J'ai passé un faon deux fois dans une faucheuse. Et là, depuis, on n'a aucun risque puisqu'ils sont localisés. Ils sont mis de côté, après, on peut travailler",* témoigne-t-il.

Plus de 100 faons sauvés l'an dernier

Avec la semaine de beau temps annoncée, les bénévoles vont multiplier les interventions dans tout le département.

L'an dernier, 118 faons ont été sauvés par les quatre brigades de l'Association départementale de sauvetage des faons 76, qui sillonnent chaque printemps les campagnes de Seine-Maritime.

- France 3 - Normandie

France Télévisions

- [Animaux sauvages](#)
- [Agriculture](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- Le Manoir du Catel est la plus ancienne maison-forte de Normandie. Mais quand Frédéric Toussaint rachète cette bâtisse du XIII^e siècle, elle est en piteux état. Vingt-cinq ans plus tard, grâce à l'acharnement de son propriétaire, le site a retrouvé toute sa beauté médiévale.

Le 27/04/2026 à 12:30

- Rompre l'isolement des personnes adultes souffrant de troubles psychiques. C'est la mission de l'association À por'T de mains à Fécamp. Elle organise dans ses locaux des rencontres et des activités pour créer du lien social et de l'entraide mutuelle. Un lieu chaleureux et convivial ouvert à tous.

Le 20/02/2025 à 12:00

- Des apprentis du potager apprennent à cultiver sans pesticides, la faux à la main. Un potager-école encadré par un maître jardinier passionné. Un retour aux sources où chaque radis récolté est une petite victoire.

Le 20/05/2025 à 16:00

- Ils s'appellent butor étoilé, râles des genêts ou encore limicoles. Des oiseaux menacés qui ont trouvé refuge dans la réserve naturelle de l'estuaire de la Seine. Ici, tout est fait pour qu'ils vivent et se reproduisent en toute quiétude.

Le 06/05/2025 à 06:30

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Et si stériliser les œufs de goélands était une fausse bonne idée ?

Lucas Farcy

6-7 minutes

En 2026, les communes de Normandie ne pourront pas stériliser les œufs de goélands, comme elles le font habituellement. La décision inquiète, mais aura-t-elle des conséquences ?

Sur le même thème

[Environnement](#)

[Villes Soeurs](#)



Les goélands apprécient particulièrement les toits des immeubles des villes de bord de mer pour couvrir leurs œufs. ©Lucas Farcy

Par [Lucas Farcy](#) Publié le 31 mai 2026 à 20h16

C'est l'**animal roi des Villes Sœurs** et du littoral de Seine-Maritime: [au Tréport](#) comme dans ses voisines de Eu et de Mers-les-Bains, **les goélands sont partout**. Habituellement, les municipalités procèdent au printemps à de vastes **opérations de stérilisation des œufs**, afin de limiter leur prolifération. Mais en 2026, il sera impossible de le faire au Tréport et dans les autres communes de Normandie, contrairement à celles des Hauts-de-France comme Mers-les-Bains.

« Ce volatile étant une espèce protégée, cette action ne pouvait être menée qu'après l'obtention d'une dérogation accordée par la Dreal (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement). Pour 2026, cette autorisation n'a pas été accordée à la Ville du Tréport », explique la municipalité dans un communiqué.

Si la Dreal n'a pas accordé cette dérogation, c'est parce qu'elle a été contestée : « Les associations environnementales à l'origine de ces recours contestent la légalité des arrêtés », précise la Dreal. Trois conditions requises pour obtenir une dérogation ne sont pas remplies selon les associations : « L'absence de solution alternative ; L'existence d'une raison impérieuse d'intérêt public majeur ; Le maintien de la population de goéland argenté dans un état de conservation favorable ».

Un emblème, mais des nuisances

Ne pas stériliser les œufs de goélands en 2026 inquiète la municipalité du Tréport : « ces oiseaux font partie de l'image de notre cité et il n'est nullement question de les éradiquer. L'objectif restera d'en réduire la prolifération et les nuisances qui en découlent ». La Ville l'affirme : même en stérilisant les œufs, les oiseaux sont toujours plus nombreux : « le groupe ornithologique normand (GONm) a constaté que nous étions passés de 288 couples de goélands argentés au Tréport en 2007 à 466 en 2024. [...]

La population a augmenté de 61 %, malgré la stérilisation régulière et les actions menées en concertation avec les communes voisines ». La municipalité démontre ainsi que la population de goélands fait plus que se maintenir dans la ville, malgré la stérilisation.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Faut-il pour autant s'attendre à une explosion du nombre de goélands en 2027 au Tréport ? Ce n'est pas certain et les chiffres présentés par le GONm pourraient cacher une autre réalité : l'inefficacité des campagnes de stérilisation. Jocelyn Desmares, vice-président du GONm en charge de l'ornithologie, va même plus loin : « le GONm fait des estimations assez précises du nombre de goélands dans les villes traitées. Et il s'avère que sur certaines communes comme Le Havre, où des campagnes de stérilisation sont menées depuis très longtemps, les populations ne baissent pas. Bien souvent, les collectivités font de la stérilisation parce que ça a un effet psychologique auprès des habitants : on traite et on espère qu'il y aura moins de nuisances ».

Le pic de chaleur aura un impact sur les oiseaux

Jocelyn Desmares, vice-président du Groupe ornithologique normand en charge de l'ornithologie, explique que les fortes températures qui ont sévi sur la France et notamment sur la Normandie et la Picardie cette semaine auront un impact sur les oiseaux : « dans certains milieux humides, cela va entraîner une prolifération de cyanobactéries toxiques, qui tuent les oiseaux ». En outre, les fortes chaleurs sont difficiles à supporter pour les jeunes oiseaux, qui peuvent se déshydrater rapidement. Les jeunes goélands, nombreux à naître en ce moment, pourraient ainsi être touchés par ce pic de chaleur précoce.

Une chute inquiétante des populations en milieu naturel

La prolifération des goélands en ville est d'autant plus difficile à

admettre que leur population est globalement en baisse : « la diminution des populations en milieu naturel n'est pas compensée par les populations en milieu urbain », résume Jocelyn Desmares. « Il y a 40 ans, on n'aurait jamais cru que les populations de goélands allaient chuter aussi drastiquement ». Une chute telle que le goéland argenté est aujourd'hui une espèce protégée, considérée comme « quasi menacée » par l'UICN, Union internationale pour la conservation de la nature.

Pour le spécialiste, il faut plutôt se pencher sur les sources de nourriture des oiseaux en ville : « on voit encore des sacs-poubelles qui sont éventrés par des goélands, et même des gens qui les nourrissent », regrette Jocelyn Desmares. Lutter contre la prolifération des goélands en ville pourrait ainsi rejoindre un autre combat : celui de la lutte contre le gaspillage alimentaire.

En attendant, Jocelyn Desmares se veut rassurant : « a priori, il ne va pas y avoir une explosion du nombre de goélands, une population n'augmente pas comme cela du jour au lendemain ». Leur prolifération dans les villes de bord de mer dépendra en revanche de leur capacité à trouver de la nourriture en ville et de la préservation de leur habitat en milieu naturel.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Coup de théâtre dans cette commune de Seine-Maritime, les habitants vont être appelés à revoter au mois de juin

Rédaction Neufchâtel-en-Bray

4-6 minutes

Les dimanches 7 et 14 juin, les électeurs de Marques retourneront aux urnes pour des élections municipales partielles. Le nouvel épisode d'un feuilleton qui dure depuis mars.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

[Vallée de la Bresle](#)



Joëlle Hedin, maire en place, et Régis Denis, ancien maire, se feront

face lors des élections municipales partielles à Marques. ©Le Réveil/Thomas Bernier

Par [Rédaction Neufchâtel-en-Bray](#) Publié le 29 mai 2026 à 14h35

La vie politique locale n'a jamais été autant agitée [à Marques \(Seine-Maritime\)](#).

En effet, les habitants retourneront aux urnes **pour des élections municipales partielles les 7 et 14 juin 2026**. La suite d'un feuilleton qui a démarré en mars dernier.

Pour rappel, la liste menée par Régis Denise a remporté les élections dès le premier tour des élections municipales.

Mais à l'issue d'un revirement de situation complètement inattendue le 20 mars dernier lors de l'installation du conseil municipal : **le maire sortant a été évincé par ses propres colistiers**. [Une situation qu'il qualifiait de « mutinerie » dans nos colonnes](#).

S'en sont suivis **six démissions** et un sacré remue-ménages. Par conséquent, **le conseil municipal n'était plus composé que de cinq personnes et laissait six sièges vacants**.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Un communiqué distribué aux habitants

En conformité avec la législation, il fallait donc procéder à des élections partielles pour compléter le conseil municipal.

« Pourquoi le vote n'a pas été respecté ? Parce que deux conseillers et trois autres par la suite ont décidé de nous trahir »

Ce lundi 1^{er} juin 2026, les habitants se sont vus distribuer un communiqué dans lequel Régis Denise expose les coulisses de l'élection du maire avec sa version des faits. « *Pourquoi votre vote n'a pas été respecté ? Parce que deux conseillers et trois autres par la suite, ont décidé de nous trahir et d'amener une autre personne (N.D.L.R : la maire Joëlle Hedin) à se présenter contre moi. Forts*

d'une procuration détournée qui aurait dû me revenir, elle a été élue », peut-on y lire.



Régis Denise présente une liste composée de 8 personnes aux élections municipales partielles des 7 et 14 juin. ©Le Réveil

L'ancien maire poursuit : « Ce fut un choc pour moi, mais aussi pour les cinq conseillers qui me soutiennent et qui ont, tout comme moi, décidé de démissionner pour contester cette élection illégitime et le non-respect de votre vote », assure-t-il.

Deux listes vont s'affronter

C'est au vu **des très nombreux messages de soutien et de sympathie**, ainsi que pour répondre aux questionnements et à l'incompréhension sur la légitimité de cette élection du maire, que ce tract a été élaboré. Régis Denis explique, par ailleurs, que contrairement aux idées reçues : *« la commune se porte très bien financièrement parlant ».*

« Je trouve ça dommage d'avoir démissionné pour se représenter derrière »

« C'est pour cela qu'aujourd'hui, je vous présente une nouvelle liste (N.D.L.R. : A Vous Marques) de huit colistiers, pour vous donner la

possibilité de vous réexprimer massivement en notre faveur le 7 juin prochain », ajoute-t-il.

Contactée à l'issue de cette annonce, [la maire de Marques Joëlle Hedin](#) a confirmé les dates de scrutin, **tout en étant surprise par le choix de Régis Denise de représenter une liste.** *« Je trouve ça dommage d'avoir démissionné pour se représenter derrière. Je ne comprends pas cette manière de faire. C'est ce qui me surprend. Ils étaient élus. Pourquoi partir avec fracas et vouloir revenir par la suite ? »*

De son côté, la maire a constitué en parallèle une nouvelle liste. Son objectif affiché : avoir un conseil à 11 et non à 5 pour avancer plus sereinement. *« On va laisser les gens voter. Notre idée n'est pas de faire de grandes déclarations et de dire du mal des autres ».*

Et contrairement à mars dernier, les habitants de Marques pourront cette fois-ci choisir entre deux listes. Histoire de trancher, enfin.

Avec Thomas Bernier

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026 : l'élection du maire "Les Patriotes" d'Harfleur annulée après le recours du candidat communiste

Simon Maunoury

4-5 minutes

[Passer au contenu](#) [Passer au pied de page](#)

Lundi 1 juin Fête des Justin

Lundi 1 juin Fête des Justin

Publié le vendredi 29 mai 2026 à 19:46

Le tribunal administratif de Rouen a annulé, ce vendredi 29 mai 2026, l'élection municipale d'Harfleur (Seine-Maritime) du 15 mars dernier. Le candidat "Les Patriotes", Tony Leprêtre, avait été élu dès le premier tour à 10 voix près.

L'élection s'était jouée [à 10 voix](#) le 15 mars 2026. Le tribunal administratif de Rouen a annulé, vendredi 29 mai 2026, les résultats de l'élection municipale d'Harfleur (Seine-Maritime) qui [avait donné vainqueur Tony Leprêtre](#), candidat "Les Patriotes", liste classée à l'extrême droite par le ministre de l'Intérieur, **avec 50,21 % des suffrages**.

À l'issue du vote, le candidat communiste battu, Kévin Crochemore, **avait déposé un recours** car il suspectait des irrégularités dans le scrutin. *"Je suis satisfait de voir que les arguments qu'on avait avancés et qui nous avaient été reprochés comme étant des mauvais perdants sont valables aux yeux de la justice"*, souligne-t-il. Le tribunal a retenu le fait que **1.000 circulaires n'ont pas été distribuées dans les boîtes aux lettres d'Harfleur**. *"On sait que quand les professions de foi n'arrivent pas à destination, les gens sont moins amenés à voter. C'est quand même un message qui est envoyé chez vous pour vous dire qu'il y a plusieurs candidats qui présentent ce que les candidats veulent dire aux citoyens"*, poursuit celui qui était candidat face à Tony Leprêtre.

Contacté par ICI Normandie, Tony Leprêtre indique qu'il fait appel

de cette décision du tribunal administratif de Rouen auprès du Conseil d'État.

- [Élections municipales](#)
- [Politique](#)
- [Justice](#)
- [Scrutin](#)
- [Mairie – Municipalité](#)

Résultats des élections municipales 2026



Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- C'est un séisme politique local à Harfleur, près du Havre. Tony Leprêtre, candidat sans étiquette et référent Les Patriotes pour la Seine-Maritime, a été élu maire dès le premier tour dimanche 15 mars 2026 avec 50,21% des voix. Avec seulement 10 voix d'avance, il met fin à 61 ans de communisme.

Le 17/03/2026 à 06:00

- C'est un séisme à Harfleur, près du Havre : le candidat d'extrême droite Tony Leprêtre est élu maire au premier tour des élections municipales ce dimanche avec 50,21% des suffrages, avec 10 voix d'avance sur le candidat communiste Kévin Crochemore.

Le 16/03/2026 à 00:17

- Le premier tour des élections municipales s'est tenu ce dimanche 15 mars. En Seine-Maritime et dans l'Eure, plusieurs maires ont été

réélus au premier tour. À Rouen, Évreux et au Havre, il y aura des quadrangulaires et triangulaires au second tour dimanche 22 mars.

Le 16/03/2026 à 00:44

- Le tribunal administratif de Rouen a rendu son ordonnance ce mardi 27 janvier. Il rejette le recours déposé par la discothèque rouennaise le "So Club" contre l'arrêté de fermeture administrative pris par le préfet de la Seine-Maritime en décembre. Elle restera donc fermée jusqu'au 18 février 2026.

Le 27/01/2026 à 18:42

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Coup de théâtre : le tribunal administratif annule l'élection municipale à Harfleur

Robin Dussenne

3-4 minutes

Le tribunal administratif a annulé, vendredi 29 mai 2026, l'élection de Tony Leprêtre à Harfleur. Le candidat Les Patriotes, premier maire d'extrême droite en Normandie a annoncé faire appel de la décision.

C'est un feuilleton à rebondissements. Dimanche 15 mars, le [Parti communiste perdait la mairie d'Harfleur au profit de l'extrême droite](#) et de son candidat, Tony Leprêtre. Un véritable retentissement dans cette cité à forte tradition ouvrière de la banlieue havraise, dirigée par le PCF depuis 1965.

durée de la vidéo : 00h01mn18s



La justice annule l'élection municipale à Harfleur (Seine-Maritime). •
©FTV

Sauf que deux mois et demi après le scrutin, le tribunal administratif a annulé, vendredi 29 mai 2026, l'élection de Tony Leprêtre qui s'était jouée à 10 voix près. En cause, d'après [son adversaire qui avait décidé de contester le résultat de l'élection](#), un problème de recomptage des voix, ainsi que des manquements

dans la distribution des professions de foi.

"Nous sommes satisfaits d'apprendre que la justice nous a donné raison et que les 1 056 professions de foi non distribuées aux Harfleurais ont été de nature à altérer le scrutin municipal", s'est félicité Kevin Crochemore, le candidat communiste. Le dauphin de la maire sortante, Christine Morel se dit prêt à repartir en campagne "dans un esprit combatif, mais en tenant compte du résultat de la première élection".

Dans un communiqué paru vendredi 29 mai, Tony Leprêtre et son équipe souhaitent *"rétablir clairement les faits"* et précisent que *"le tribunal administratif n'a retenu aucune fraude, aucune manœuvre électorale et aucune irrégularité de dépouillement"*.

L'annulation prononcée repose sur un dysfonctionnement matériel lié à la distribution de la propagande électorale officielle. Le jugement précise que cette difficulté a concerné les deux listes candidates de manière égale.

Tony Leprêtre, maire (Les Patriotes) d'Harfleur

Communiqué de presse

Compte tenu du nombre d'électeurs concernés et du très faible écart de voix entre les deux listes, le tribunal a estimé que cette situation était susceptible d'altérer la sincérité du scrutin. Le feuillet ne s'arrête pas là, puisque Tony Leprêtre a annoncé qu'il faisait appel devant le Conseil d'Etat. En attendant la décision de justice, il reste maire de la commune de 8 000 habitants.

Si la décision du tribunal administratif est confirmée en appel, de nouvelles élections municipales auront ensuite lieu dans un délai de cinq semaines.

Municipales 2026 à Harfleur : l'élection du maire d'extrême droite Tony Leprêtre annulée

Candice Doussot, AFP

~2 minutes

Dix voix. C'est le fragile fil sur lequel reposait la victoire de Tony Leprêtre à Harfleur et qui vient de se rompre. Le nouveau maire [Les Patriotes \(extrême droite\)](#) d'Harfleur (Seine-Maritime) a annoncé vendredi sur X que [l'élection municipale de mars 2026](#) avait été annulée par le conseil administratif « pour des raisons liées à la distribution des professions de foi ».

Tony Leprêtre, maire de cette commune d'environ 8 500 habitants proche du Havre et seul maire d'extrême droite élu en [Seine-Maritime](#), a indiqué que « par respect pour les Harfleurais qui se sont exprimés dans les urnes, j'ai décidé de faire appel devant le Conseil d'État ».

« Dans cette attente, l'équipe municipale reste en place, pleinement engagée et toujours à votre écoute », a ajouté Tony Leprêtre dont l'élection, le 15 mars, avait mis fin à soixante ans de mandature communiste.

« Problème de recomptage »

L'élection avait été particulièrement disputée puisque la liste de Tony Leprêtre l'avait emporté de dix voix (1 186 contre 1 176) devant celle de Kévin Crochemore (Parti communiste), qui avait déposé un recours.

Ce dernier avait invoqué, selon le quotidien régional Paris-Normandie, « un problème de recomptage, ainsi que des manquements dans la distribution des plis contenant les bulletins des candidats ». « Sur 5 363 inscrits, plus de 1 000 plis n'avaient pas été distribués », précise le journal.

Harfleur. Coup de théâtre : l'élection municipale annulée par la justice

Cédric Thomire

~2 minutes

Coup de théâtre à Harfleur. Le tribunal administratif de Rouen a annulé les résultats de l'élection municipale, vendredi 29 mai.

"C'est bien la preuve que le recours que j'ai déposé n'est pas l'œuvre d'un mauvais perdant. Il est légitime", déclare Kevin Crochemore, candidat malheureux de gauche, battu le soir du 15 mars.

[Seulement 10 voix séparaient les deux candidats à l'issue du scrutin.](#)

A lire aussi : [\[Photos\] Harfleur. Tony Leprêtre élu maire entre huées et applaudissements](#)

Kevin Crochemore explique que la justice a considéré que la non-distribution des professions de foi à 1 000 électeurs, sur les 2 700 votants potentiels, était de nature à altérer le résultat du scrutin. D'autres irrégularités avaient été relevées par son équipe, mais le tribunal n'a pas estimé utile d'aller au-delà de cette première irrégularité.

Le maire fait appel

Le maire Tony Leprêtre annonce sur les réseaux qu'il fait appel. *"Par respect pour les Harfleurais qui se sont exprimés dans les urnes",* justifie l'élus. Cet appel n'est pas suspensif. Des nouvelles élections municipales pourraient avoir lieu dans la commune. Aucune date n'est fixée pour l'instant. Une des deux parties peut toutefois

demander une requête en sursis à exécution.

Tony Leprêtre, du parti "Les Patriotes" de Florian Philippot, est le seul maire estampillé d'extrême droite à avoir été élu en mars dernier.

Après l'annulation de l'élection municipale d'Harfleur, le maire décide de faire appel

Romain Huynh

5-6 minutes

Les rebondissements dans la vie politique d'Harfleur, près du Havre, se poursuivent après l'annulation par le tribunal administratif du scrutin de mars 2026. Le maire (Les Patriotes), Tony Leprêtre, dit son intention de faire appel devant le Conseil d'État.



Tony Leprêtre, maire d'Harfleur, fait appel de la décision du tribunal administratif, espérant se maintenir à la mairie. - Photo d'archives Paris Normandie



Par [Romain Huynh](#)

Publié: 30 Mai 2026 à 10h20 Temps de lecture: 1 min

Au lendemain de [l'annulation par le tribunal administratif](#) de Rouen du résultat de l'élection municipale d'Harfleur, le 29 mai 2026, le maire (Les Patriotes) Tony Leprêtre publie un communiqué dans lequel il dit son intention de former un appel devant le Conseil d'État.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Ce samedi 30 mai, l'édile affirme d'abord prendre « acte de la décision du tribunal administratif de Rouen prononçant l'annulation des opérations électorales du 15 mars 2026 à Harfleur », avant de préciser que « le tribunal administratif n'a retenu aucune fraude, aucune manœuvre électorale et aucune irrégularité de dépouillement imputable à [lui] ou à son équipe. La demande visant à rectifier ou inverser le résultat de l'élection a d'ailleurs été rejetée par le tribunal. Le résultat du scrutin n'a donc pas été remis en cause par un recomptage. L'annulation prononcée repose sur un dysfonctionnement matériel lié à la distribution de la propagande électorale officielle. »

Un très faible écart de voix

En effet, l'un des arguments de Kevin Crochemore, candidat (PCF) perdant du scrutin de mars 2026 qui avait [formé un recours](#) devant le tribunal administratif, était que plus de 1000 plis contenant les bulletins des candidats n'avaient pas été distribués.

« Le jugement précise que cette difficulté a concerné les deux listes candidates de manière égale, poursuit le maire dans son communiqué. Le tribunal a toutefois estimé que, compte tenu du nombre d'électeurs concernés et du très faible écart de voix entre les deux listes, cette situation était susceptible d'altérer la sincérité du scrutin. »

Tout en disant respecter la décision de justice, le maire considère « que son appréciation doit être réexaminée, notamment parce que le dysfonctionnement relevé n'a favorisé aucune liste et n'est imputable à aucun membre de leur équipe. C'est pourquoi un appel sera formé devant le Conseil d'État, dans les délais prévus par la procédure électorale. »

L'équipe de Tony Leprêtre préparera donc dans les jours à venir un dossier afin de maintenir en l'état le résultat du scrutin. Le Conseil d'État confirmera, ou infirmera par la suite la décision du tribunal administratif.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités politiques [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Le Havre. Du cirque équilibriste et participatif en clôture de la saison du Volcan](#)

[Protection solaire : une soirée pour démêler le vrai du faux lundi 8 juin 2026](#)

[Running - LHUT. Pour son premier marathon « sec », Nicolas Martin s'impose à la maison](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Harfleur \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)





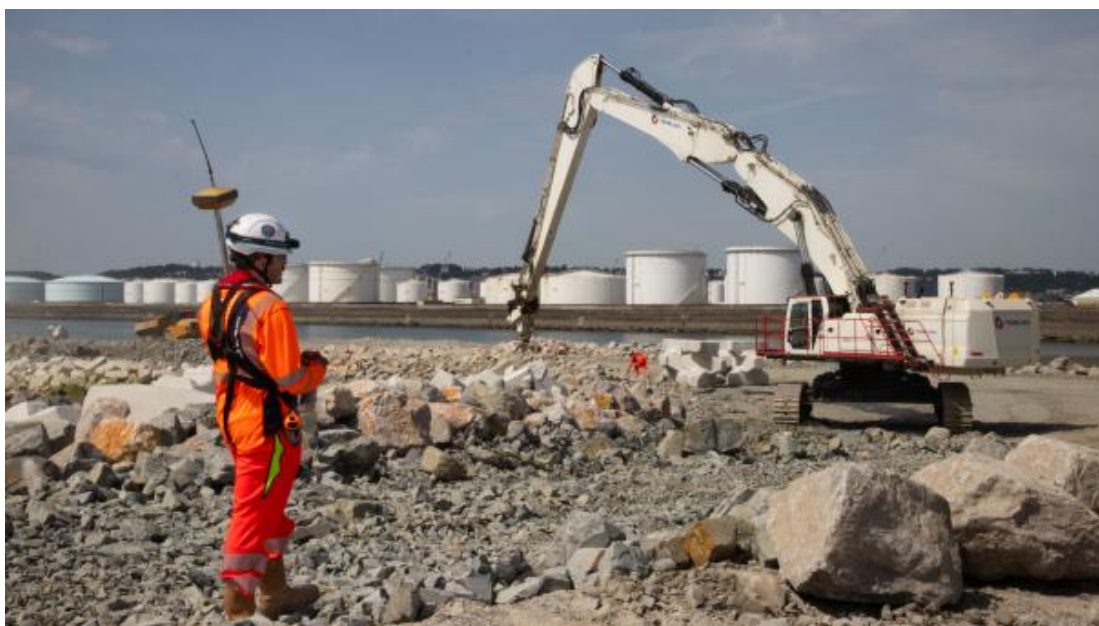
[Envie de tourner avec Franck Dubosc au Havre ? Des figurants sont recherchés](#)



[Le Havre. Du cirque équilibriste et participatif en clôture de la saison du Volcan](#)



[Protection solaire : une soirée pour démêler le vrai du faux lundi 8 juin 2026](#)



Video

[Chantier de la chatière au Havre : la moitié de la digue déjà construite](#)



[Running - LHUT. Pour son premier marathon « sec », Nicolas Martin s'impose à la maison](#)





[Le Havre. Les Yeux ouverts, un festival de cinéma destiné au jeune public... mais pas que !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Prêt de la tapisserie de Bayeux décidé par Emmanuel Macron : le Conseil d'État se penche sur le domaine réservé du Président de la République

Paule Gonzatès

28 mai 2026



La tapisserie de Bayeux. jorisvo / ADOBE STOCK

DÉCRYPTAGE - L'association « Sites et monuments » contestera le pouvoir du chef de l'État de prêter à l'Angleterre la très délicate œuvre du Moyen Âge.

Sous les ors du palais de Buckingham, face à Charles III d'Angleterre, Emmanuel Macron se serait-il pris pour un monarque grand siècle qu'il n'est pas ? À quelques semaines du transfert à haut risque de la [tapisserie de Bayeux en Angleterre](#), le Conseil d'État a décidé de se pencher solennellement sur la question de savoir si ce prêt est un acte diplomatique qui échappe au contrôle du juge au nom de la séparation des pouvoirs. Ou bien s'il s'agit là [d'un prêt d'œuvre d'art](#) comme un autre dont la régularité doit passer par les fourches caudines du Code du patrimoine.

En termes plus techniques : « *la juridiction administrative est-elle compétente pour connaître d'une requête tendant à l'annulation pour excès de pouvoir de l'annonce du Président de la République, le 8 juillet 2025, du prêt au Royaume-Uni de la broderie connue sous l'appellation « Tapisserie de Bayeux» ?* », s'interroge le Conseil d'État.

Le 8 juillet 2025, lors d'un fastueux banquet, le Président de la République offre généreusement au Royaume-Uni [le prêt pour un an de la tapisserie](#) de Bayeux qui raconte en délicates broderies l'invasion de l'Angleterre par Guillaume le conquérant, en 1066.

L'ouvrage unique, de 68,30 mètres de long et de 70 cm de large, vieux de 950 ans, est classé aux monuments historiques depuis 1840. Il est considéré, selon des rapports successifs d'experts de 2020 et 2021, d'une fragilité qui rend son entreposage, son transport, sa manutention et son exposition terriblement périlleux. De quoi déclencher la polémique sur l'opportunité de ce potlatch franco-britannique que beaucoup soulignent comme déséquilibré. En effet, l'Angleterre s'est, elle, engagée à prêter aux musées de Caen et Rouen trois de ses trésors historiques : des objets du bateau-tombe de Sutton Hoo, des figurines d'échecs des îles de Lewis en Écosse, et le bouclier de Battersea. Quoique remarquables, il n'est pas certain que le public français les attend avec autant d'impatience et d'émotion que les Britanniques pour la tapisserie de Bayeux.

Les conclusions du rapporteur public s'orientent vers l'incompétence du juge

«Le débat a été posé en septembre 2025 par l'association de protection du patrimoine Sites et Monuments que je défends», souligne Madeleine Munier-Apaire avocate au Conseil. «Nous avons fait un recours direct au Conseil d'État qui est le juge naturel du pouvoir exécutif en France en premier et dernier ressort», poursuit-elle. «Nous pensons qu'un décorum, en l'occurrence celui de Buckingham, et un échange entre le Président de la République et un monarque, ne suffisent pas à fonder un acte régalien qui permettrait de faire tout à l'envers : annoncer le prêt d'une œuvre avant même que l'administration se prononce sur la faisabilité de ce prêt, pariant que l'intendance suivra».

En décembre dernier, le Conseil d'État ouvre le contradictoire aux services du Premier ministre et du ministre de la culture. Leur réponse est sans appel : Le gouvernement bat en brèche le recours de l'association estimant que ce prêt relève du domaine réservé du Président de la République et qu'ainsi, le juge est incompétent. Et ce, avant même de pouvoir juger si ce prêt respecte le code du patrimoine et les textes légaux régissant le transport d'œuvres d'art.

Mais cela ne suffit pas au Conseil d'État qui demande à la mi-avril 2026 un supplément d'instruction auquel le ministère de la Culture promet de répondre à la fin du mois de mai, hélas après l'audiencement du dossier ce vendredi.

Car c'est seulement la semaine dernière que le Conseil d'État a décidé d'audier le dossier devant la section réunie du contentieux. Une formation solennelle présidée par Christophe Chantepy, patron du contentieux et où siègent également tous les présidents de section. Cette procédure rare prouverait que l'affaire est prise extrêmement au sérieux par les juges et qu'elle donnera lieu à un arrêt de principe. Mais aujourd'hui, les conclusions du rapporteur public s'orientent vers l'incompétence du juge.

«Au cœur du raisonnement des juges», précise maître Madeleine Munier-Apaire, «la décision «Prince Napoléon de 1875»». C'est à cette occasion que le Conseil d'État a

reconnu la possibilité pour le juge administratif de se prononcer sur la légalité d'un acte de l'administration, même si celui-ci a été pris pour des considérations politiques. *«Au fil du temps, la liste des actes de gouvernement, qui n'est pas soumise au contrôle du juge, n'a cessé de se réduire. Cette question est d'autant plus délicate que nous entrons dans une année électorale où le respect de l'État de droit va être beaucoup interrogé»*, prévient Madeleine Munier-Apaire.

Élection municipale annulée, maire qui fait appel... À Harfleur, la commune plus divisée que jamais

Romain Huynh

7-8 minutes

Les Harfleurais suivent avec attention les derniers rebondissements de l'élection municipale de mars 2026. Annulation par le tribunal, décision du maire de faire appel... Rencontre sur le marché avec des administrés partagés entre détermination et incompréhension.



Sur le marché d'Harfleur et dans les cafés alentour, l'annulation de l'élection municipale occupe les conversations. - Romain Huynh/
Paris Normandie





Par [Romain Huynh](#)

Publié: 31 Mai 2026 à 15h15 Temps de lecture: 1 min

Deux jours après [l'annulation par le tribunal administratif](#) de l'élection municipale [d'Harfleur](#), c'est une commune coupée en deux qui se retrouve au marché hebdomadaire, dimanche 31 mai 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Brigitte a appris la nouvelle dès vendredi après-midi, par les messages échangés avec ses amis. « *J'espère que ce maire va partir,* affirme-t-elle en payant ses fruits à l'étal du primeur. *J'ai toujours voté pour la gauche à Harfleur. Le jour de l'élection [de Tony Leprêtre, maire Les Patriotes] j'ai été anéantie.* » La septuagénaire comprend bien que « *Tony Leprêtre n'est pas responsable* » de la non-distribution de plus de mille plis, qui a motivé la décision du tribunal. « *Mais quand même, dix voix d'écart, ça interpelle...* »

« Il va falloir revoter »



À la Brasserie alsacienne, les clients sont partagés : lassitude pour certains, enthousiasme pour d'autres. - Romain Huynh/Paris Normandie

À quelques mètres de là, la responsable d'une rôtisserie, qui vient au marché d'Harfleur « *depuis 1995* », apprend tout juste les derniers épisodes de ce feuilleton politique local. « *Le tribunal annule l'élection, et le maire fait appel ? Eh bien... ça va tout bloquer pendant quelque temps, les choses ne vont pas changer tout de suite à Harfleur* », souffle-t-elle.

Entre les étals on croise Kevin Crochemore, candidat (PCF) au scrutin de mars 2026 qui a déposé le recours devant le tribunal administratif. Lui et Yoann Lefranc, tous deux élus d'opposition, sont venus distribuer une pétition « *contre la vie chère* », destinée à être portée en mairie pour que l'équipe en place « *travaille sur les questions du pouvoir d'achat. On est à 18 % de taux de pauvreté, et le CCAS ne s'est pas encore réuni depuis les élections* », précise le candidat malheureux au scrutin du mois de mars.

On l'interroge sur la décision du tribunal administratif, et sur son ressenti au contact de la population, ce dimanche. « *Beaucoup de personnes nous saluent et nous encouragent, affirme-t-il. Bien sûr, certains, aussi, nous prennent à partie, on a même été insultés.* » Une femme s'arrête pour saluer l'élus : « *Alors, on reprend du service ? On croise les doigts !* » Kevin Crochemore reprend : « *A dix voix près, on est vraiment dans l'épaisseur du trait. Ça peut basculer d'un côté ou de l'autre. Si on revote, quel que soit le résultat, ce sera beaucoup plus confortable pour le vainqueur, qui disposera d'une vraie majorité.* »

« J'ai voté à gauche... mais je ne vois pas l'intérêt de remettre un euro dans la machine. »

À la Brasserie alsacienne, sur la place d'Armes, on débat. « *Ça saoule beaucoup de gens, il va falloir revoter alors qu'on commence déjà à nous bassiner avec la présidentielle*, entend-on notamment. Surtout

avec Édouard Philippe qui est sur les rangs... » Un autre estime que « depuis l'élection du nouveau maire, la police passe, c'est une bonne chose ». « C'est faux, objecte-t-on à la table voisine. La police passait déjà avant. »

Un mécontentement général



Au Gambetta, Pierre trouve « débile et dégueulasse » le recours validé par le tribunal administratif. - Romain Huynh/Paris Normandie

Une table est particulièrement animée, visiblement composée d'électeurs de gauche qui ont attentivement suivi l'affaire. « Franchement, au début on était abattus, puis par la force des choses on s'est un peu fait à l'idée, reconnaît l'une d'eux. On avait perdu, et on s'est dit qu'on allait s'investir autrement, dans la commune. Mais quand on a appris la nouvelle, vendredi, on a été très heureux. » Et la décision de Tony Leprêtre de former appel devant le Conseil d'État ? « C'est normal, il a raison de le faire, c'est le jeu de la justice », estime son compagnon. Qui ajoute : « Il y a une ambiance de dégagisme, à Harfleur comme dans tout le pays. Il y a

un mécontentement général, et on est à un an de la présidentielle. En fait le débat s'est nationalisé. »

On s'éloigne un peu du marché et on passe la porte du Gambetta, non loin. Derrière le comptoir, Pierre trouve « *débile, dégueulasse ce qu'on a fait au maire. Il a été élu, et il n'a pas triché, point barre.* »

Jean-Pierre, 79 ans, est attablé devant sa menthe à l'eau. Il a toujours voté à gauche, y compris pour ce scrutin de mars 2026. Pour autant, il ne voit « *pas l'intérêt de remettre un euro dans la machine. Pour le moment, je ne vois rien à redire à ce qu'a fait le maire.* » Et, comme pour confirmer l'analyse du sympathisant de gauche rencontré à la brasserie, Jean-Pierre ajoute : « *C'est comme au niveau national, finalement. Pourquoi ne pas essayer autre chose ?* »

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités politiques [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Le Havre. Du cirque équilibriste et participatif en clôture de la saison du Volcan](#)

[Protection solaire : une soirée pour démêler le vrai du faux lundi 8 juin 2026](#)

[Running - LHUT. Pour son premier marathon « sec », Nicolas Martin s'impose à la maison](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Harfleur \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)





[Envie de tourner avec Franck Dubosc au Havre ? Des figurants sont recherchés](#)



[Le Havre. Du cirque équilibriste et participatif en clôture de la saison du Volcan](#)





[Protection solaire : une soirée pour démêler le vrai du faux lundi 8 juin 2026](#)



Video

[Chantier de la chatière au Havre : la moitié de la digue déjà construite](#)



[Running - LHUT. Pour son premier marathon « sec », Nicolas Martin s'impose à la maison](#)





[Le Havre. Les Yeux ouverts, un festival de cinéma destiné au jeune public... mais pas que !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Coup de théâtre à Harfleur ! Les élections municipales sont finalement annulées : le maire va faire appel

Delphine Revol

~4 minutes

Le tribunal administratif annule l'élection municipale à Harfleur, remportée de justesse par la liste d'extrême droite menée par Tony Leprêtre, après un recours de l'opposition.

Sur le même thème

[Extrême droite](#)

[Municipales 2026](#)

[Parti communiste \(PCF\)](#)



Coup de théâtre à Harfleur ! Après un recours déposé par le candidat communiste battu, les élections municipales sont finalement annulées... pour le moment ! (©Archives/VL/76actu)

Par [Delphine Revol](#) Publié le 29 mai 2026 à 19h49 ; mis à jour le 30 mai 2026 à 11h11

Coup de théâtre à **Harfleur**, cette petite ville de l'agglomération du [Havre](#) : le tribunal administratif de Rouen invalide [l'élection municipale du 15 mars 2026](#), après un recours déposé par le candidat de la liste battue, **Kevin Crochemore**.

L'élection municipale annulée après un recours

L'ex-directeur de cabinet du maire, qui avait emmené la majorité sortante sur une liste communiste, **avait perdu à dix voix près**, face à son adversaire **Tony Leprêtre**, qualifié officiellement de **candidat d'extrême droite**. De quoi soulever un véritable séisme politique dans cette commune dirigée par le Parti depuis 40 ans.

Pour rappel, **1 176 habitants de la commune** avaient voté en faveur de la liste « Harfleur Ensemble ! », contre **1 186 pour son opposant**, Tony Leprêtre.

Et c'est justement compte tenu du **faible écart de voix**, et relevant un certain nombre « d'irrégularités pendant la campagne », que le candidat déchu avait déposé un recours auprès du tribunal administratif. Juridiction qui vient de rendre son délibéré, deux mois après. L'élection municipale à Harfleur est officiellement invalidée.

Des professions de foi non distribuées

Principal motif a priori retenu par le tribunal : quelque 1 050 circulaires (professions de foi) des deux listes sont revenues en mairie sans avoir pu être distribuées dans les boîtes aux lettres des électeurs, avant le scrutin, pour une raison inconnue.

Or, compte tenu du **faible taux de participation à Harfleur**, à savoir

46,52 % (contre 57,10 % pour la moyenne en France au premier tour), le juge a estimé que les citoyens de la commune n'étaient pas en mesure de voter en toute connaissance de cause.

Le maire va faire appel

Pour Kevin Crochemore, cette « bonne nouvelle » est inattendue : « Je suis à la fois satisfait car cette décision rend justice à tous les Harfleurais et Harfleurais qui se sont sentis lésés dans l'affaire, et je me sens aussi très combatif pour la suite. »

Malgré nos sollicitations, Tony Leprêtre n'a pas réagi à cette décision avant cette publication. Sur Facebook, il a indiqué qu'il comptait faire appel de la décision devant le conseil d'Etat :

De son côté, son concurrent le souligne d'ores et déjà :

Si l'élection doit se rejouer, que ce soit d'un côté ou de l'autre, ce sera un exercice difficile, car il faut garder en tête qu'avec dix voix d'écart au premier tour, le gagnant n'a pas gagné et le perdant n'a pas perdu.

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

À Harfleur, l'élection du maire Les Patriotes Tony Leprêtre annulée par le tribunal administratif

Romain Huynh

5-6 minutes

Deux mois après le scrutin qui l'a porté à la mairie d'Harfleur, Tony Leprêtre voit son élection annulée par une décision du tribunal administratif de Rouen. Un camouflet pour celui qui était le seul maire d'extrême droite élu en Seine-Maritime.



Tony Leprêtre, candidat soutenu par le mouvement Les Patriotes, avait été élu à la mairie d'Harfleur le 15 mars 2026. - Photo d'archives Paris Normandie

Par [Romain Huynh](#) et [Nicolas Le Jean](#)

Publié: 29 Mai 2026 à 19h34 Temps de lecture: 1 min

Son arrivée à la mairie d'Harfleur, au scrutin municipal de mars 2026, avait provoqué une vive émotion après plus de 60 ans de communisme. Tony Leprêtre, affilié au parti d'extrême droite Les Patriotes, voit son [élection](#) annulée par une décision du tribunal administratif de Rouen, vendredi 29 mai 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Des manquements dans la distribution des plis





Kevin Crochemore, ici lors du premier conseil municipal du mandat, dit sa satisfaction et sa détermination, dans la perspective d'un nouveau scrutin. - Photo d'archives Paris Normandie

La liste conduite par Tony Leprêtre avait remporté 50,21 % des suffrages, soit dix voix de plus que son adversaire de gauche Kevin Crochemore, dauphin de la maire sortante Christine Morel. Ce dernier avait alors décidé de contester la victoire de son opposant devant le tribunal administratif, mettant en avant un problème de recomptage, ainsi que des manquements dans la distribution des plis contenant les bulletins des candidats. Sur 5363 inscrits, plus de 1000 plis n'avaient pas été distribués.

L'affaire a été examinée le 12 mai 2026 par le tribunal administratif, qui l'a placé en délibéré pour ce vendredi 29 mai. Kevin Crochemore, qui a appris la nouvelle en milieu d'après-midi, dit sa « *satisfaction, mais aussi [sa] détermination. Nous avons formé un recours, non parce que nous étions mauvais perdants, mais parce que le scrutin était entaché d'irrégularités et que nous estimions que des Harfleurais avaient été floués. La justice nous a donné raison. Mon équipe et moi sommes motivés pour repartir en campagne* », affirme-t-il. Il ajoute par ailleurs que, dans le cas d'un nouveau scrutin à venir, « *il faudra tirer certaines leçons du précédent. Beaucoup de voix se sont portées sur la liste de Tony Leprêtre, on ne*

peut pas le nier. »

La possibilité de faire appel

La décision du tribunal administratif devrait, en tout état de cause, donner lieu à l'organisation d'une nouvelle élection, dans un délai de trois mois. En attendant, les élus devraient rester en fonction. Reste à savoir si Tony Leprêtre décidera de faire appel de ce jugement. Le cas échéant, l'appel serait suspensif, en principe. Le maire Les Patriotes resterait donc en place le temps que le Conseil d'État examine l'appel. C'est seulement lorsque l'annulation de l'élection deviendra définitive qu'un nouveau scrutin pourra être organisé.

Contacté, Tony Leprêtre n'a à ce stade pas donné suite à nos sollicitations.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités politiques [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Le Havre. Du cirque équilibriste et participatif en clôture de la saison du Volcan](#)

[Protection solaire : une soirée pour démêler le vrai du faux lundi 8 juin 2026](#)

[Running - LHUT. Pour son premier marathon « sec », Nicolas Martin s'impose à la maison](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Harfleur \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)





[Envie de tourner avec Franck Dubosc au Havre ? Des figurants sont recherchés](#)



[Le Havre. Du cirque équilibriste et participatif en clôture de la saison du Volcan](#)





[Protection solaire : une soirée pour démêler le vrai du faux lundi 8 juin 2026](#)



Video

[Chantier de la chatière au Havre : la moitié de la digue déjà construite](#)



[Running - LHUT. Pour son premier marathon « sec », Nicolas Martin s'impose à la maison](#)



[Le Havre. Les Yeux ouverts, un festival de cinéma destiné au jeune public... mais pas que !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous